



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Economie de Gestion et de Sociologie

Département ECONOMIE

Second cycle- Promotion sortante



Option : « Administration »

PROMOTION HARENA

Mémoire de Fin d'Etudes pour l'Obtention du Diplôme de
Maitrise es-Sciences Economiques

**MADAGASCAR FACE A LA
MONDIALISATION**

Par : ANDRIATSIHOARANTSOA Fanambina

Date de soutenance : 22 Avril 2016

Encadreur : Docteur RAMIARISON Herinjatovo

Date de dépôt : Mai 2016

REMERCIEMENTS

Dans le cadre de la réalisation de ce travail, j'ai été conseillée et appuyée par plusieurs responsables dont je ne saurais passer sous silence leur précieuse, efficace et opportune contribution.

Particulièrement, je souhaite témoigner de ma vive reconnaissance envers notre seigneur tout puissant, qui m'a donné la vie, la santé, la force car sans lui, je n'aurais pu rien faire

Je tiens à remercier également Monsieur RAMIARISON Herinjatovo pour avoir accepté de m'encadrer, de me conseiller malgré ses différentes préoccupations et pour son assistance intensive qui m'a permis de réaliser ce travail.

Mes remerciements à Monsieur le Doyen de la faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo, à Monsieur le chef de département et tous les enseignants du département Economie.

Je suis très reconnaissant envers toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail.

LISTE DES ABREVIATIONS

C.E.D.E.A.O : Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement

COI : Commission de ocean Indien

COMESA: Common Market for Eastern and Southern Africa

FMN: Firme Multinational

GATT: General Agreement of Tarif and Trade

IDE : Investissement Direct Etranger

IDH : Indicateur du Développement Humain

ME : Micro Entreprise

NPI : Nouveaux Pays Industrialisés

OMC: Organisation Mondiale du Commerce

OCDE : Organisation pour le Commerce et le Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PMA : Pays Moins Avancés

PME : Petits et Moyens Entreprises

PED : Pays en Développement

SADC: Southern African Development Community

UE : Union Européenne

ZFI : Zone Franche Industrielle

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
PARTIE 1: CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	8
Chapitre 1- LES DIFFERENTES APPROCHES THEORIQUES DE LA MONDIALISATION.....	9
Section I- Généralité.....	9
Section II- Approches théoriques.....	16
Chapitre 2- APPROCHES EMPIRIQUES.....	26
Section I- Les impacts positifs de la mondialisation.....	26
Section II- Les impacts négatifs de la mondialisation.....	29
PARTIE II : ANALYSE DU CAS DE MADAGASCAR.....	34
Chapitre I : LA RELATION ENTRE LA MONDIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR.....	35
Section I- La relation commerciale de Madagascar avec l'extérieur.....	35
Section II- la contribution de la mondialisation à la croissance économique de Madagascar.....	46
Chapitre II- LES PROBLEMES DE MADAGASCAR ET LES REFORMES NECESSAIRES DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION.....	53
Section I- Les problèmes de Madagascar dans le contexte de la mondialisation.....	53
Section II- Les réformes nécessaires pour assurer une croissance soutenue à travers la mondialisation.....	56
CONCLUSION	61
BIBLIOGRAPHIE.....	63

FIGURES ET TABLEAUX

Liste des tableaux

<u>Tableau 1</u> : les phases et les caractéristiques du processus de mondialisation	10
<u>Tableau 2</u> : part des biens et services dans le total des exportations mondiales.....	13
<u>Tableau 3</u> : Degré d'ouverture de l'économie malgache aux différents marchés extérieurs.....	37
<u>Tableau 4</u> : Evolution de l'exportation effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux partenaires.....	38
<u>Tableau 5</u> : structure de la valeur FOB(en USD) des exportations par groupe de produit.....	39
<u>Tableau 6</u> : Evolution de l'importation effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux partenaires.....	40
<u>Tableau 7</u> : évolution de l'importation effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux partenaires	40
<u>Tableau 8</u> : Chiffre d'affaires, VA générés par les entreprises à investissement étranger	49
<u>Tableau 9</u> : Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger	51
<u>Tableau 10</u> : Les principaux handicaps de Madagascar.....	52

Liste des figures

<u>Figure 1</u> : Les inégalités depuis 1820 selon Bouguignon et Morrison.....	33
<u>Figure 2</u> : Echanges commerciaux avec les pays membres du COI	41
<u>Figure 3</u> : Echanges commerciaux avec les pays membres du COMESA (2000-2006).....	44
<u>Figure 4</u> : Echanges commerciaux avec les pays membres SADC	45
<u>Figure 5</u> : l'évolution de la croissance économique à Madagascar entre 1975 à 2009.....	47
<u>Figure 6</u> : Evolution des exportations, importations et déficit commercial de Madagascar...	54

INTRODUCTION

Le monde d'aujourd'hui connaît un développement inégal d'une part les pays développés ou les pays riches et d'autre part les pays sous-développés, les pays pauvres qui représentent une même caractéristique notamment la pauvreté, le retard du développement et la dépendance à l'égard de l'extérieur dans la majorité se trouve en Afrique y compris Madagascar. Madagascar est une des grandes Iles du monde située au Sud-Est de l'Afrique. Sa superficie est de 587.014km². Peuplé selon la Banque Mondiale par 20,7 millions d'habitants en 2010. Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. En effet, Il s'est classé 151^{ème} sur 187 pays en 2011 en termes d'Indicateurs du Développement Humain (IDH)¹.

Du point de vue économique, depuis son indépendance en 1960, le taux de croissance économique a connu une évolution non régulière.

Au niveau macroéconomique, il connaît souvent de déficit chronique de la balance commerciale à cause des chutes du prix des productions et la tendance haussière du prix des produits pétroliers².

Du point de vue politique, Madagascar est souvent victime des crises politiques, comme en 1972, 1991, 2002, 2009. De plus, l'Etat monopolise le pouvoir qui est un obstacle à la démocratie, or « l'absence de la démocratie est une des causes majeures du sous-développement »³. En outre, les dirigeants ne sont pas capables de satisfaire les besoins généraux de la population, il y a des mauvaises gestions des ressources ; les dépenses sont toujours inefficaces. La corruption règne qui empêche l'efficacité de l'administration.

Selon Celso Furtado⁴, André Gunder Frank⁵, le sous-développement résulte de l'indépendance à l'égard de l'extérieur. En effet, un pays pauvre comme Madagascar doit suivre la décision des pays riches notamment les organismes internationaux pour pouvoir obtenir leurs aides. De plus, « Les pays sous-développés ou en voie de développement, risquent, dans tous les cas de figure, de subir des pressions croissantes, objectives et

¹ Source: PNUD, 2011

² Rapport annuel de la mise en œuvre janvier –décembre 2006 p.61

³ Jean-Christophe Boungou Bazika, Abdelali Bensanghir Naciri, *Repenser les économies Africaines pour le développement*, 2010 : p.

⁴ Celso Furtado, Economiste brésilien

⁵ André Gunder Frank, Economiste Germano-Américain

subjectives, pour qu'ils ouvrent leur économie... »⁶. D'où l'économie mondialisée. Ainsi, la question générale se pose : Quels sont les inconvénients et les avantages de la mondialisation?

Dans le contexte de la mondialisation, il y a toujours d'un côté des gagnants et d'autre côté des perdants notamment les pays pauvres, qui n'ont pas encore effectué le décollage économique. D'où la question spécifique : En quoi la mondialisation contribue-t-elle à la croissance économique voire au développement de Madagascar ?

Il est indéniable que Madagascar est un pays qui appartient encore au groupe qui répond aux critères du sous-développement, c'est-à-dire économie agraire, désarticulée, déséquilibrée, instabilité politique, pauvreté chronique, taux des analphabètes élevé, exportateurs des produits bruts.

Ainsi, deux hypothèses méritent d'être vérifiées : La mondialisation est nécessaire, elle porte sa part à la relance économique voire au développement de Madagascar.

Des réformes sont nécessaires pour mieux assurer une croissance soutenue et un développement soutenable

La mondialisation peut prendre différents aspects : la mondialisation économique, la mondialisation communicationnelle, la mondialisation culturelle, ... mais notre étude se limite sur la mondialisation économique surtout celle des échanges, plus précisément le commerce international compte tenu de l'importance des FMN à partir desquelles émanent l'Investissement direct à l'étranger.

Au niveau du marché international la concurrence féroce s'entame entre les pays développés et les pays émergents dont les pays pauvres, jugés faibles, sont toujours victimes. C'est ainsi que cette étude a pour objectif principal de chercher des renseignements pour que Madagascar bénéficie des gains au niveau de la concurrence mondiale.

Pour pouvoir y arriver, il est indispensable de mettre en exergue comme étant objectif spécifique l'importance de l'initiative de Madagascar au développement.

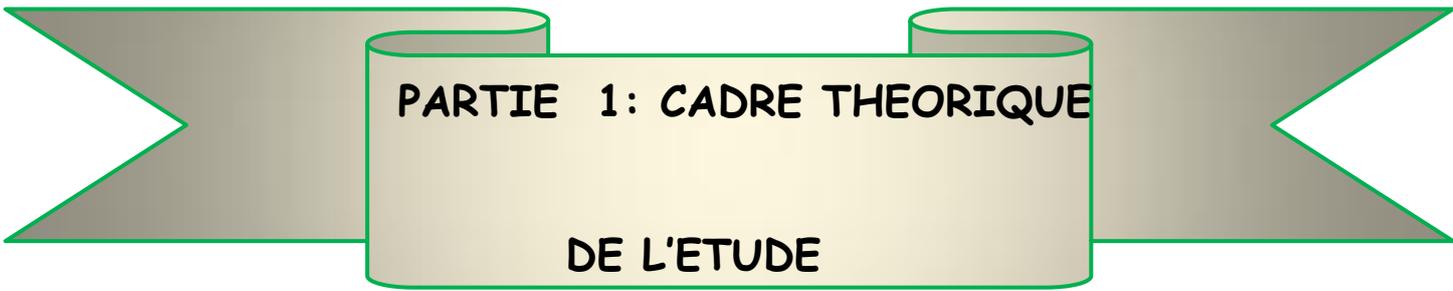
D'où l'intérêt qui en découle : pratiquement, la recherche s'oriente sur les décideurs politiques en vue de la détermination des priorités qui favorise le développement de Madagascar telle que la promotion du secteur générateur de croissance,...aussi bien d'améliorer la situation de Madagascar au niveau mondial.

⁶ Samir AMIN , Pablo Gonzalez CASANOVA , *Mondialisation et accumulation*, p. 48

Du point de vue scientifique, cela nous permet de procurer plus d'informations concernant la mondialisation et le commerce international.

Cette recherche est effectuée à partir des études des ouvrages des grands auteurs économistes, les articles contenant des renseignements sur le sujet de l'économie de Madagascar, les outils de la technologie tel que l'internet et les livres électroniques. Signalons toutes fois qu'en tant qu'étudiante en Economie et citoyenne Malagasy, la curiosité et la connaissance générale sur le contexte économique m'a aidé de rassembler toutes les indications nécessaires pour cette recherche.

Notre choix de méthode d'analyse s'est tourné vers la méthode descriptive car elle essaie de présenter les faits économiques qui existent réellement en matière de la mondialisation dans le monde et particulièrement à Madagascar, et comparer l'évolution des échanges dans le temps et dans l'espace dans le monde et surtout à Madagascar.

A decorative banner with a central rectangular box containing text. The banner is light brown with a green outline. The central box is a darker shade of brown with a green outline. The text is in black, uppercase letters.

**PARTIE 1: CADRE THEORIQUE
DE L'ETUDE**

Chapitre 1- LES DIFFERENTES APPROCHES THEORIQUES DE LA MONDIALISATION

Section I- Généralité

Le terme mondialisation apparaît pour la première fois dans un ouvrage écrit par Paul Otlet⁷ en 1916 « pour désigner l'appropriation à l'échelle du monde et s'inscrit dans une réflexion sur la réorganisation de la vie internationale après la Guerre »⁸. Et après la Seconde Guerre mondiale, ce mot a utilisé de façon croissante⁹

A- Définition

La mondialisation se traduit par une intégration et une interdépendance économique à l'ensemble de la planète, car tout se fait à l'échelle mondiale ou planétaire. Ainsi, elle rend vaine la recherche d'une autonomie économique au sein d'un Etat.¹⁰

Philippe Hugon définit la mondialisation à partir des marchés mondiaux et des modes d'organisations des FMN. Selon lui, « La mondialisation désigne la convergence des marchés mondiaux [Levitt], la formation de gestion intégrée des firmes à l'échelle mondiale [Ohmae], le processus à travers lequel les firmes définissent les règles du jeu échappant aux régulations nationales ou encore un processus opérant directement à l'échelle transnationale »¹¹.

Mondialisation et Globalisation

Certains auteurs comme Philippe Hugon, Jean Piel, ... sont tous d'accord que la mondialisation et la globalisation sont synonymes. En effet, la globalisation est un terme anglo-saxon pour désigner la mondialisation ; le mot mondialisation est utilisé par les Européens et particulièrement les Français tandis que le terme Globalisation pour les Nord-Américains et les Anglo-Saxon pour désigner le même phénomène.

B- Caractéristiques de la mondialisation

Le triple processus de la mondialisation des échanges

La mondialisation se caractérise par un triple processus :- « L'internationalisation des échanges » : C'est le développement des échanges mondiaux du bien, de service et d'énergie.

⁷ Paul Otlet , juriste, militant Socialiste , Auteur

⁸www. Bacstmg.net , www.institutfrançais-Sénégal .Com

⁹ Vincent Capdepug, *Mondialisation, Les aléas de la conscience contemporaine*, Blog histoire globale

¹⁰ Jean- Marc FONTAINE, *Mécanismes et politiques de développement économique*, Editions CUJAS, 1994 , p.83

¹¹Philippe Hugon et al, *La Mondialisation : les mots et les choses*, édition KARTHALA, 1994,p.208

-La transnationalisation : C'est le mouvement animé par les FMN, elle est basée sur une certaine ignorance des frontières, elle effectue le même travail, fabrique le même produit. Il en résulte, donc, une mondialisation de la production.

-La globalisation : c'est le décloisonnement des marchés nationaux.

Tableau 1 : les phases et les caractéristiques du processus de mondialisation

Phase d'intégration de l'économie mondiale	Internationalisation	Mondialisation	Globalisation
Période	Avant 1960	1960 à 1980	1980 à nos jours
Flux économiques internationaux	Intensification des échanges commerciaux particulièrement	Intensification des échanges de toute nature (commerciale, investissement,...)	Stade d'intensification des échanges très avancé
Stratégie des Entreprises	Internationalisation des Entreprises	Multinationalisation des Entreprises	Globalisation des Entreprises
La dimension prépondérante	Les échanges internationaux des biens	La mobilité de production des biens et services	La mobilité des capitaux financiers
La logique dominante	La spécialisation internationale	La compétitivité	La rentabilité financière
Acteurs principaux sur la scène mondiale	Les Etats-nations	Les FMN	Les institutions financières

Source : Michalet C.A, « qu'est-ce que la mondialisation ? », édition La découverte, Paris, 2004 .Michalet C.A , « La mondialisation , la grande rupture, édition La découverte , Paris, 2007 .

Il est à souligner que les principaux acteurs de la mondialisation¹² sont : les Etats et l'organisation internationale (OMC) qui agissent à travers les différents politiques macro-économiques et sectorielles pour pouvoir tirer de profits dans le contexte de la mondialisation , les acteurs territorialisés qui ne sont autre que les travailleurs et les syndicats, les FMN, celui qui retient le droit de propriété, les organisations de la société

¹²Olivier Dollfus, *la Mondialisation : les mots et les choses*, édition KARTHALA , 1994, 239pg

civile qui interviennent dans la régulation du marché mondial sur le plan spatial organisationnel, technologique et institutionnel.

C- La mondialisation des échanges et les FMN

Presque tous les pays participent aux échanges internationaux. Ce n'est pas seulement les marchandises qui circulent sur le marché mondial, on y rencontre également l'achat et la vente des connaissances, des services,...

1- L'internationalisation des échanges : L'évolution des échanges

Selon Diemer¹³, les évolutions du commerce international peuvent être analysées à partir des points suivants : Les quantités des transactions et leur répartition géographique, la structure des échanges, l'évolution des services dans les échanges

a- Les quantités des transactions et leur répartition géographique

Au 20^e Siècle et particulièrement depuis 1945, on assiste à une formidable expansion du commerce international. Cette mondialisation des échanges révèle l'interdépendance inégale, croissante de l'économie nationale. D'après l'OMC, depuis 1950, le volume du commerce mondial a été multiplié par 27 et son expansion a été trois fois plus rapide que la croissance du PIB mondial¹⁴. « Et au milieu des années 80, l'économie mondiale est entrée dans une phase de mondialisation rapide »¹⁵. Entre 1990 et 2008, les échanges mondiaux ont presque doublés, le développement du commerce mondial est plus rapide par rapport à celui de la production de l'ensemble du globe. De ce fait, le volume des échanges des marchandises (exportation et importation) est passé d'environ 25 % à 45 % du PIB mondial¹⁶. Il a connu une chute à la suite de crise financière à la fin de 2008 et puis il s'est stabilisé depuis 2010, selon l'OMC, il a progressé de 5% en 2011¹⁷

Cette croissance rapide des échanges avant la crise financière est due notamment par d'abord, la ratification des différents accords tels que les accords du GATT ou General Agreement on Tariff and Trade créés en 1947 qui ont pour but d'éliminer toutes les entraves ou obstacles à la liberté des commerces internationales à savoir la suppression de toute la barrière non tarifaire et l'abolition des mesures discriminatoires dans les échanges commerciaux. Il est remplacé par l'OMC en 1995, la CNUCED ou la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement créée en 1964. Elle s'efforce de négocier les

¹³Diemer, Professeur d'Economie –Gestion, IUFM AUVERGNE

¹⁴Mucchielli Jean louis, « *la mondialisation, chocs et mesure* », édition HACHETTE LIVRE, Paris, 2008, p35

¹⁵ Assistance scolaire personnalisée, jeudi 21 janvier 2016

¹⁶ Michael Francis et Louis Morel, *Le ralentissement du commerce mondial*, Revue de la banque du Canada. Printemps 2015

¹⁷Ibid

accords entre les pays producteurs et pays consommateurs pour garantir les prix des matières brutes.

Les organisations régionales entraînent aussi une ouverture commerciale entre les pays membres qui fonctionnent comme un seul pays sur le plan du commerce entre eux.

En Afrique, SADC : communauté de développement de l'Afrique Australe qui regroupe Afrique du sud, Zimbabwe, Botswana, Zambie, Angola, Congo RD, Lesotho, Malawi, Mozambique, Maurice, Madagascar, ... Créée en 1992. SADC est un projet de zone d'intégration économique. Pour **l'Europe** UE : Union Européenne, elle comprend 27 Pays membre qui est une union douanière, économique, et monétaire qui vise à se transformer en une zone d'intégration économique et politique. Elle est créée en 1957, qui regroupe Allemagne, Autriche, Belgique, Pologne, Espagne, Luxembourg ... **En Asie** : ASEAN : Ass. Des nations du Sud-Est créée en 1967, qui regroupe Vietnam, Philippines, Indonésie, Malaisie, Laos, Cambodge, Singapour, ... Et **En Amérique** : ALENA : Accord libre-échange Américain, créée en 1992 qui regroupe Canada, Etats-Unis, Mexique

Ensuite, **l'ouverture des pays ex-socialistes au commerce mondiale** : après 1991, avec l'effondrement du communisme et de l'URSS, ces pays sont devenus de nouveau débouchés sur le marché international.

Après, **Les firmes multinationales** : Ces firmes favorisent les échanges internationaux car les coûts deviennent moins chers à cause de l'inexistence ou la baisse de certains frais comme le frais de transport, le droit de douane, frais de main d'œuvre, coûts des matières premières, ...

Enfin, **La révolution technologique au niveau des transports et de la télécommunication** : Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont permis d'accélérer les échanges mondiaux avec les moins de déplacement de personne. Le téléphone mobile, l'internet, les courriers électroniques ont permis d'accéder aux informations nécessaires à tout moment.

Il y a aussi le transport par tube qui ne nécessite pas un déplacement de personnes, ceux sont les Oléoducs (pétrole), gazoducs (gaz).

La révolution technique a donc aboli les problèmes de distance et du temps d'où accélération des échanges internationaux.

b- Les structures des échanges

Sur le marché mondial, dans le commerce de biens, il y a deux types des produits : il s'agit des produits primaires qui regroupent les produits agricoles, minerais et combustible et des produits manufacturiers,...

En matière des produits primaires, les pays en développement seraient des pays exportateurs de matières premières faute de moyen financière qui représentent un faible part.

Concernant les produits énergétiques(le pétrole, gaz,...), ils dominent le marché mondial à cause de «leur répartition inégale sur la planète et de leurs très grande importance dans la fabrication de produits à forte demande. »¹⁸

Les pays industrialisés traditionnels représentent encore la majeure partie de la production manufacturière mondiale.¹⁹

les produits primaires ont connu de plus en plus une chute,54,4 % en 1913 contre 26,5% en 2011 tandis que les produits manufacturières ne cessent d'augmenter «30,6% en 1913 contre 53,9% en 2011.

Tableau 2 : part des biens et services dans le total des exportations mondiales

	1913	1963	1973	2011
Produits primaires	54,4	39,8	31,6	26,5
- Produits agricoles	42,5	24,1	17,1	7,7
- Minéraux	5,9	5,0	4,9	3,9
- Combustibles	6,0	10,7	9,6	14,9
Produits manufacturés	30,6	43,2	49,5	53,9
Services commerciaux	15,0	17,0	18,9	19,5

(Source : OMC - 2013)

c- L'évolution des services dans les échanges

Au niveau du marché mondial, on rencontre non seulement des échanges des marchandises mais il y a aussi des échanges de services. Selon DIEMER, Le commerce international des services s'est développé quatre fois plus vite que celui de l'ensemble des marchandises pendant les années 70. Aujourd'hui, les exportations de services représentent à peu près 20% du total des exportations mondiales de biens et services (soit près de 2400 milliards de \$). Elles concernent pour 60% les services de transports (maritimes, aériens, ferroviaires,

¹⁸ibid

¹⁹Love, Patrick et Ralph Lattimore (2009), « *Le commerce mondial : état des lieux* », dans *Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?*, Éditions OCDE.pg 54

routiers..), les voyages essentiellement touristiques et 40%, les autres services marchands (services de communication, services informatiques, logiciels, services financiers....).²⁰

Certains services peuvent être réalisés à l'étranger, cependant d'autres services sont impossibles mais, il peut être échangé quand même. Selon « l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC » qui régit le commerce mondial des services, il existe quatre manières de le faire :

- la fourniture de services d'un pays à un autre
- l'utilisation d'un service par des consommateurs ou entreprises dans un autre pays
- l'établissement des filiales ou de succursales par une entreprise étrangère en vue de la fourniture de service dans un autre pays
- déplacement de particuliers quittant leurs pays pour fournir des services dans un autre sans y immigrer²¹

2-Les FMN (Firme multinationale)

Les FMN ont un rôle important dans la mondialisation en adoptant des stratégies industrielles planétaires.

a- Définition

La FMN peut être définie comme des grandes entreprises ayant des filiales un peu partout dans le monde. Elle poursuit des objectifs de l'entreprise ; sa finalité n'est pas le développement du pays dans lequel elle est installée, mais l'obtention des résultats financiers les plus favorables possibles²². Ce qui se traduit par la recherche des profits maximales et la minimisation des coûts.

Selon Michalet, la FMN « est une entreprise (ou groupe), le plus souvent de grande taille, qui, à partir d'une base nationale, a implanté à l'étranger plusieurs filiales dans plusieurs pays, avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle mondiale. »

Pour VERNON²³, une FMN est une entreprise de grande taille qui a des filiales industrielles au moins dans six pays.

²⁰Diemer, Professeur d'Economie –Gestion, IUFM AUVERGNE

²¹Love, Patrick et Ralph Lattimore (2009), « *Le commerce mondial : état des lieux* », dans *Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?*, Éditions OCDE.pg 56

²² SYLVIE brunel « *TIERS MONDE CONTROVERSE ET REALITES* », pg 307

²³ Arthur Vernon, écrivain et auteur français contemporain

C'est à partir des FMN émanent l'investissement direct étranger puisque Ces investissements directs ,qui ne sont autre que les investissements réalisés à l'étranger pour acquérir une entreprise ou pour en créer une nouvelle entreprise ou une opération par laquelle un investisseur basé dans un pays(pays d'origine) acquiert un actif dans un autre pays(pays d'accueil) avec l'intention de le gérer²⁴, sont de l'œuvre de la FMN.

b- Les motivations de l'implantation des filiales

➤ Selon DUNNING(1977), la firme ne s'installe que si les trois type d'avantages suivant sont réunis (Paradigme OLI):

-O (organisation) : les avantages spécifiques d'une firme : Les firmes s'implantent à l'étranger si les coûts occasionnés par le marché soient inférieurs aux avantages spécifiques qu'elle gagne. Comme exemple les avantages de type monopolistique; rente de monopole si elle détient d'une marque reconnue ou si elle est la première à pénétrer un marché.

-L(localisation) : les avantages spécifiques des pays : elles s'installent dans un pays où les bénéfices de ce pays optimisent leurs avantages spécifiques comme les coûts de production avantageux,...

-I(internationalisation) :les avantages de l'internationalisation : une baisse des coûts de transaction,, une meilleur contrôle sur la chaine de production, un accès à un nouveau marché,...

➤ Utilisation rationnelle des barrières tarifaires :Pour contourner les barrières douanières qui freinent les ventes de la firme et pour pouvoir pénétrer le marché locale dans le pays d'accueil, il permet à la firme de bénéficier de la protection douanière

➤ l'existence de matières premières : si elle décide de s'installer dans un pays, c'est parce qu'elle y trouve les approvisionnements dont elle a besoin ou les matières premières. Il se trouve que dans ce pays, les ressources naturelles recherchées sont abondantes.

Il est nécessaire de souligner qu'il y a deux types d'IDE :

- L'investissement horizontal si la firme choisit d'investir dans un pays développé ou un pays émergent.
- L'investissement vertical si la firme réalise un investissement dans un pays développé.

²⁴ BETOINE Alain ET CAZARLA Antoine, 2001 , Op.cit, p.210

c- Relation entre la FMN et le commerce mondial

Quand la firme décide de s'implanter dans le PED, il y a ainsi, dans ce dernier la production des biens intensifs en capital qu'il a importé auparavant. Donc, les flux d'investissement et les flux de commerce se remplacent.

La FMN favorise les échanges mondiaux à cause de la réduction de certains coûts. D'ailleurs, elles contribuent fortement dans le commerce international. En effet, « Les échanges intra branches occupent une part significative dans le commerce mondial. La théorie traditionnelle ne laisse aucune place aux firmes multinationales et au commerce intra firme, puisque selon elle, ce sont les nations et elles seules qui échangent. Alors que dans la réalité, les échanges entre des filiales de firmes multinationales implantées dans les différents pays, qui échappent aux « logiques du marché » représentent plus du tiers du commerce mondial de marchandises. »

Section 2- Approches théoriques

A- La mondialisation favorise la croissance

1-Les théories du commerce international

Certains Economistes ont avancé des explications aux facteurs justificatifs et qui incitent les pays à l'échange international. Ainsi, Les théories du commerce international qui ont pour objet d'expliquer la formation des flux des échanges entre les pays en s'appuyant sur les avantages de la spécialisation de chaque pays.

a- La théorie des avantages absolus d'Adam Smith

En regardant son ouvrage « Recherches sur la nature et cause de la richesse des nations », Adam Smith met l'accent que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il dispose un avantage absolu et acheter à l'étranger les produits pour lesquels il est en désavantage absolu.

Supposant 2 pays A et B, le Pays A doit se spécialiser dans la fabrication de biens X pour lequel il détient un avantage absolu c'est-à-dire le coût unitaire est plus bas que dans le pays B et importer le bien Y pour lequel il est en désavantage absolu, ainsi, B doit importer le bien x et fabriquer le bien Y pour lequel il dispose un avantage absolu.

Dans la logique de l'avantage absolu d'Adam Smith, si un pays ne dispose pas d'avantage absolu dans la production de tous les biens, il se trouve exclu donc des échanges internationaux. D'où la référence à la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo.

b- La théorie des avantages comparatifs de Ricardo

En regardant son ouvrage « principes de l'économie politique et de l'impôt », David Ricardo souligne que l'échange est possible et souhaitable même si un pays est en désavantage absolu pour les différents produits. Il a intérêt à se spécialiser dans les productions des biens où son désavantage est plus faible.

Dans la réalité, « Les PMA et les pays à faible revenu ont en général un avantage comparatif pour les produits horticoles et agricoles bruts d'origine terrestre. Les pays à revenu élevé de l'OCDE dominent le secteur des produits transformés, produits dont les exportations connaissent le plus haut taux de croissance, et pour lesquels ils ont un avantage comparatif considérable. »²⁵ De plus, Une erreur de spécialisation peut engendrer une croissance appauvrissante.²⁶

Les avantages de la spécialisation selon Smith

Un pays spécialisé va produire à moindre coûts qu'un autre pays et cette spécialisation lui permet d'accroître la productivité du travail qui est un facteur de la croissance économique. Ce qui lui va permettre de diminuer ses prix, ainsi, l'entreprise devient compétitive. Et l'autre pays peut importer de biens et services moins chers d'où l'augmentation des pouvoirs d'achat des ménages, ce qui engendre l'augmentation de la demande tant à l'intérieur qu'à l'extérieure. l'entreprise va anticiper une demande plus forte et donc elle va augmenter sa production, en investissant de nouveau et en embauchant de nouveaux employés, pour satisfaire cette demande supplémentaire, ce qui signifie la croissance.

Quand le prix diminue, le consommateur dispose du revenu supplémentaire qui lui permet d'épargner ou d'acquérir d'autres biens. Ainsi, les autre pays ont intérêt à acquérir ce bien. Enfin, la taille du marché est un déterminant de la compétitivité des entreprises ; plus le marché est de grandes tailles, plus l'entreprise pourra accroître sa production tout en utilisant une même quantité de facteur de production. Par conséquent, elle pourra réaliser des économies d'échelles.

²⁵Love, Patrick et Ralph Lattimore (2009), « *Le commerce mondial : état des lieux* », dans *Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?*, Éditions OCDE.pg47

²⁶ Jean- Marc FONTAINE, *Mécanismes et politiques de développement économique*, Editions CUJAS

c- Le théorème Heckscher(1879-1952), Ohlin (1899-1979), Samuelson (1915-2009) (HOS)

Les économistes HECKSHER, OHLIN et SAMUELSON ont aussi exprimé leur idée concernant les échanges mondiaux. Il s'agit de la théorie des dotations factorielles qui a remis en cause la théorie des avantages comparatifs. D'après le théorème d'HOS, un pays doit se spécialiser dans la production en utilisant les facteurs de production dont il dispose en abondance pourtant, il doit importer des produits qui incorporent des facteurs qui sont rare sur son territoire et donc coûteux et exporter des biens qui incorporent des facteurs qui sont abondants sur son territoire et peu coûteux. Ainsi, les échanges entre pays sont dus à des différences dans leurs dotations en facteurs de production. Exemple : un pays A abonde de main d'œuvre et doit se spécialiser dans la production qui fait au facteur travail et dans un pays B, le capital est abondant. Il doit se spécialiser dans les activités faisant appel au facteur capital.

A long terme, le commerce international tend à produire une égalisation des rémunérations de facteurs. Une égalisation qui ne saurait être cependant absolue, en effet, le commerce international conduit chaque pays à se spécialiser dans la production intensive en facteur abondant sur son territoire. L'incitation à échanger sera d'autant plus forte que les prix relatifs sont différents. Dès lors, lorsque les rémunérations des facteurs seront suffisamment proches, les différences de coûts s'estomperont, et l'incitation à échanger diminuera et le commerce international cessera de croître.

Limite du théorème d'HOS

Leontief (année 50) analyse la situation des Etats-Unis, il remarque qu'ils disposent beaucoup du capital et la main d'œuvre est rare, ainsi, ils doivent se spécialiser dans les activités faisant appel au facteur capital. Cependant, pour Léontieff, la situation des États-Unis est paradoxale : ils sont plus riches en capital qu'en travail et pourtant, ils exportent des produits qui utilisent plus de facteur travail que de facteur capital. Il résout cette contradiction théorique en disant que le facteur travail n'est pas le même aux États-Unis qu'à l'étranger, en effet, la productivité d'un travailleur américain est supérieure à celle d'un travailleur étranger ; la main d'œuvre Américaine est plus efficace que la main d'œuvre étrangère.

2- Autres théories

Avec la mondialisation des échanges, le marché mondial s'élargit de plus en plus, il en résulte une concurrence féroce entre les nations. L'OMC qui a succédé le GATT en 1995 reprend tous les acquis réalisés dans le cadre du G.A.T.T et cherche à étendre les accords de libéralisation des échanges à trois domaines qui restent encore marqués par un fort

protectionnisme : l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle.²⁷ Son objectif principal est d'instaurer le libre-échange. Cependant, même les Etats anciennement industrialisés sont tentés par le retour au protectionnisme.

a- Le libre échange

Le **libre-échange** est une théorie développée par Adam **Smith** et David **Ricardo** selon laquelle les pays ont intérêt à faire des échanges

Définition

Le libre-échange est une politique de développement des échanges commerciaux sans restrictions, ni droit de douane. L'idée générale qui sous-tend toute politique libre-échangiste est la suivante : le libre-échange, en supprimant les obstacles tarifaire ou non tarifaire et en intégrant les marchés. De plus, il prône la liberté de circulation de tous les biens, services et capitaux entre les pays.

Paul Samuelson précise que « le libre-échange favorise une division internationale du travail mutuellement profitable, accroît grandement les produits nationaux réels susceptibles d'être obtenus dans tous les pays et permet d'élever les niveaux d'existence dans le monde entier »²⁸

Les avantages du libre-échange

Le libre-échange améliore d'abord, le pouvoir d'achat et du niveau de vie des ménages (avantage de la spécialisation des avantages comparatifs) grâce à l'importation de biens et services moins chers. De plus, il permet d'améliorer la compétitivité des entreprises : il les oblige à affronter leurs concurrents étrangers. Donc, elles cherchent à réaliser des économies d'échelle et à diminuer des coûts de production pour pouvoir faire face à la concurrence. Il permet également l'accumulation de devises pour importer des biens et services.

En outre, il favorise l'innovation : grâce à le libre-échange, de nouvelles entreprises entre sur le marché, ce qui accentue la concurrence, d'où l'esprit d'innovation et il permet de faire face les risques de pénurie.

En fin, le libre-échange permet la diversification des produits et l'amélioration du niveau de vie grâce à l'importation des biens et services non produit dans le pays.

b- Le protectionnisme

²⁷ CHARTOIRE Renaud, LOISEAU Sophie, *l'Economie* Nathan ; 2005 ; p 160

²⁸ Paul Samuelson, *Economics*, 1983, p. 431

Le marché mondial n'est pas encore totalement libre, même si l'OMC a pour projet la libéralisation, la réalité nous montre que « les pays développés ont une tendance à pratiquer une politique davantage protectionniste à l'égard des pays en développement qu'entre eux »²⁹ De plus, le prix Nobel d'économie Joseph E. STIGLITZ(2003) affirme qu'au sein des institutions économiques internationales. « On prétend aider les Pays en développements alors qu'on les force à ouvrir leurs marchés aux produits des pays industriels avancés, qui eux-mêmes continuent à protéger leurs propres marchés. »³⁰

Définition

Le protectionnisme est une politique visant à protéger un marché par une restriction des importations ou un relèvement des droits de douane.

Les instruments du protectionnisme

Face aux divers problèmes du commerce mondial, on rencontre deux formes de restrictions des échanges d'une part, il y a des barrières tarifaires, d'autre part, des barrières non tarifaires à savoir : les barrières tarifaires sont droits de douane élevé ; l'élévation du droit de douane engendre l'augmentation des prix à l'importation, d'où préférence pour l'achat des produit nationaux.

Les barrières non tarifaires sont les exigences de norme : norme technique, norme de qualité, les barrières réglementaires diverses que sont le système de quota à partir de la limitation d'octroi de licence d'importation, le contrôle de change et les regroupements commerciaux ou accord régionaux entre pays voisin. Ce sont des alliances commerciales pour créer des marchés plus vastes afin de se protéger de la concurrence venant des autres.

Les avantages du protectionnisme

Elles sont multiples surtout pour protéger les industries naissantes : Au cours du 19ème siècle, Friedrich List (1789 – 1846) va initier un protectionnisme libéral et évoque d'une idée de « protectionnisme éducateur ». Il s'agit de protéger des industries naissantes pour leur permettre, arrivées à maturité d'affronter la concurrence internationale³¹ il pense qu'à court terme le protectionnisme est nécessaire pour initier le développement économique

²⁹ Michel NORRO *La mondialisation et le pays en développement*, p.9

³⁰ STIGLITZ Joseph, *La grande désillusion*, édition fayard, Paris 2003, p.34

³¹ Friedrich List, *système national d'économie politique*, 1840

L'augmentation de droit de douane permet d'améliorer l'excédent commercial : Les mercantilistes prône le protectionnisme ; selon eux, il faut limiter les importations et augmenter les exportations pour dégager un excédent commercial synonyme de rentrée d'or Et l'augmentation des droits de douane permet d'augmenter les recettes publiques

B- La mondialisation ne favorise pas la croissance

« Nul ne conteste qu'il y a des gagnants et des perdants de la mondialisation. »³²-

1- Marginalisation des PED surtout les PMA

Dans le cadre de la mondialisation, si certains pays ont pu la profiter pour pouvoir se développer, « d'autres pays restent en marge voire fragilisés par leur ouverture aux marchés internationaux. »³³ En effet, Les PED sont l'ensemble de tous les pays du sud qui n'ont encore effectué les « Take off » (décollage économique) Ainsi, ce sont des pays exportateurs de matière brute qui ne représente qu'une faible part dans le commerce international .Concernant les échanges, « en 1980, l'Afrique subsaharienne représentait 6 % du commerce mondial. En 1998, cette part était tombée à seulement 2 % ; bien que la part de l'Afrique dans le commerce mondial ait augmenté depuis pour atteindre 3,5 % en 2008, elle reste la plus petite de toutes les régions du monde »³⁴ . Il en découle que, malgré ces élans d'intégration, « le commerce intra régional reste désespérément bas, faible et instable ; de plus, la marginalisation du continent et de l'espace C.E.D.E.A.O en particulier par rapport au commerce mondial s'accroît au fil du temps »³⁵ .

La marginalisation des pays en développement, notamment d'Afrique Subsaharienne, est souvent évoquée³⁶. « La structure des échanges extérieurs de ces économies, concentrée autour de produits primaires en perte de vitesse est évoquée comme une des raisons de cette intégration de plus en plus faible à l'économie mondiale. La faible diversification de ces pays, et en particulier la part restreinte des exportations manufacturières ne leur permet pas de

³² REDOR Dominique, *les gagnants et les perdants de la mondialisation*, édition Economica, Paris, 2007 , p.1

³³ Jean-Yves et Loicverdier , *la mondialisation économique*, édition OCDE

³⁴ MBOUNGOU Vitraulle , *Commerce international : le poids insignifiant de l'Afrique* , Afrique expansion.com/2198 ; 21/10/2012

³⁵ DESTAIS Christophe, *Une brève histoire des crises financières dans les pays émergents (1982-2002)* , Magazine Problèmes économiques ; Hors-série

³⁶ OCDE, 1991 ; HUGON, 1992 ; *Coalition Mondiale pour l'Afrique*, 1995

bénéficier du dynamisme du commerce international.³⁷ D'ailleurs, Les Pays Moyens Avancés ou PMA sont créés en 1971 par l'Organisation des Nations-Unies (O.N.U). Ce sont les pays les plus pauvres du monde et la plupart se situe en Afrique, ils sont marginalisés c'est-à-dire exclus du système de la mondialisation, leurs relations avec l'extérieur se situent surtout au niveau de l'aide internationale dont ils bénéficient. Il connaît une instabilité des échanges. En effet, les travaux de la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (C.N.U.C.E.D) montrent que « la part des P.M.A dans le commerce mondial représentait en 2003 seulement 0,68 % du total des échanges contre 3 % en 1954 ». A cet égard, pour la C.N.U.C.E.D, « les P.M.A ont été progressivement marginalisés du commerce mondial depuis 40 ans ». « En 2004, les 20 principaux pays exportateurs représentaient près de 80 % des exportations, contre moins de 1 % pour les pays les moins avancés »³⁸.

2- Les dominations des pays riches

Les rapports Nord- sud (pays riche- pays pauvre) peuvent se résumer en un rapport entre dominant et dominé; en effet, pour les pays riches, ils dominent car ils imposent les règles du jeu c'est-à-dire ils dictent ses lois et ses décisions. De plus, ils constituent le principal bailleur de fonds et ils contrôlent tout. Les pays pauvres sont dominés car ils subissent les lois des pays riches et ils doivent suivre leurs décisions pour pouvoir obtenir leurs aides. Pire encore, le sud n'est pas uniquement dominé mais aussi dépendant.

a- Domination au niveau de la production :

Les pays pauvres n'ont en général que des matières premières et des biens industriels à faible technologie à exporter, le problème c'est qu'ils ne peuvent pas maîtriser leurs échanges, tandis qu'ils importent tous les produits finis à moyenne ou à haute technologie. Elle subit «une détérioration des termes de l'échange» car elle est dépendante des cours mondiaux et la demande concernant ces produits est fluctuante. Il en résulte le déficit de la balance commerciale des pays pauvres qui sont parfois obligés de s'endetter pour pouvoir importer tout ce dont ils ont besoin.

³⁷Razafindrakoto Mireille, *Madagascar face à la globalisation des échanges : une estimation de l'inclinaison à l'ouverture*, août 1996, p.11

³⁸Love, Patrick et Ralph Lattimore (2009), « Le commerce mondial : état des lieux », dans *Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?*, Éditions OCDE.p.46

b- Domination au niveau du commerce

Economiquement, à travers les FMN, les pays riches exercent une domination encore plus grande sur les pays pauvres. Ces entreprises géantes s'implantent chez eux en apportant des capitaux et des technologies. Les pays d'accueil de ces firmes fournissent des mains-d'œuvre et / ou des matières premières. Elles s'y installent pour chercher à utiliser une main-d'œuvre à bon marché. Elles rémunèrent les salariés faiblement ne permettant pas véritablement une augmentation du pouvoir d'achat de la population locale, un accroissement de la consommation et de l'épargne indispensables au développement.

D'ailleurs, la production de FMN est destinée aux pays riches et non au marché local. Cependant les pays du sud ne récoltent que des miettes de bénéfices ou d'avantage tels que les faibles salaires, les taxes minimisées. Dans ce type de relation, les firmes des pays riches imposent les règles du jeu tout en faisant le maximum de bénéfice.

c- Domination au niveau de la consommation

Les populations locales préfèrent consommer des biens et des services occidentaux au lieu de privilégier le marché local.

Selon l'analyse marxiste, les PED ne peuvent pas sortir du sous-développement car ils souffriraient d'une exploitation et d'une domination de la part des Pays riches.

C- La revue de la littérature : Lien entre la mondialisation et la croissance économique

Dans cette partie, on va voir les conceptions des auteurs, on essaye de regrouper les idées communes des auteurs sans néanmoins négliger les spécificités de chacun.

1- La mondialisation contribue à la croissance économique

Jean Marc Fontaine, Michel PEBEREAU, Joseph STIGLITZ, Alfred MARSHALL, P.Messerlin, Sachs et Warner ont tous montré que la mondialisation des échanges est favorable à la croissance économique.

Jean Marc FONTAINE a montré l'importance de l'intégration dans le marché mondial, s'intégrer dans le marché mondial est une nécessité pour sortir du sous-développement³⁹

Selon **Michel PERBEBEAU**, la mondialisation est source de formidables progrès pour tous les pays participants en précisant que les échanges sont sources d'enrichissement

³⁹ Jean- Marc FONTAINE, *Mécanismes et politiques de développement économique*, Editions CUJAS, 1994, p.85

pour tous ceux qui y contribuent. Il affirme que si le niveau de vie des Français s'est accru au cours du dernier demi-siècle dans des proportions qui n'ont aucun équivalent historique, c'est Parce qu'elle s'est ouverte au commerce international. Malgré quelques problèmes des délocalisations, au niveau des personnes et des régions, que la collectivité doit traiter. Mais elles contribuent à sortir de la pauvreté d'autres pays dans le monde, et à y créer du pouvoir d'achat, donc une demande qui peut, pour partie, s'adresser aux pays industrialisés, et en particulier à la France. ⁴⁰ Cette idée a été similaire de celle **P. Messerlin** qui affirme qu'il n'y a aucun doute les bienfaits du libre-échange sur la croissance.

D'ailleurs, **Alfred MARSHALL**⁴¹ avance que Les motifs qui commandent le progrès économique des nations appartiennent à l'étude du commerce international. **Sachs et Warner** prouve que ceux appartenant au groupe "ouvert" ont connu une croissance toujours supérieure à celle des pays "fermés". Au cours de la période 1970-1995, le groupe des économies «ouvertes» a augmenté à un rythme moyen de 4,5% l'an, tandis que les économies «fermées» voyaient leur PIB croître seulement de 0,7% l'an.⁴²

Pidika et Tchouassi(2005); CEA(2000); MKandawire et Soludo(1999); BanqueMondiale 1989 sont d'accord qu'il est indispensable de garantir et de consolider ce développement en réalisant l'intégration régionale dans l'objectif de constituer de vastes ensembles régionaux viables.

Selon **Joseph Stiglitz**, prix Nobel (2001), Les politiques et les économistes qui promettent que la libéralisation du commerce va améliorer le sort de tous est des imposteurs⁴³.

Henry Carey⁴⁴ prétend que le protectionnisme accroît la prospérité nationale et considère le Libre-échange comme l'instrument de l'hégémonie britannique. En s'opposant à List, il considère que le protectionnisme doit être général et durable.

Selon le FMI, « S'il est vrai que des ONG restent sceptiques quant à la capacité des pays pauvres à profiter de la mondialisation, elles sont nombreuses aussi à reconnaître que le

⁴⁰ Michel PEBEREAU, président de BNP Paribas, le Figaro, 2005

⁴¹ Alfred MARSHALL, fin 19^{ème} siècle

⁴² Sachs et Warner, , *Economic reform and the process of global integration* , 1995

⁴³ Joseph STIGLITZ , *Un autre monde*, 2006

⁴⁴ Henry Carey, Economiste américain

commerce international et l'intégration à l'économie mondiale sont la clé d'une croissance soutenue. »⁴⁵En outre, parfois, c'est l'isolationnisme, et non l'ouverture aux échanges, qui est

Une des causes de sous-développement. Le modèle autarcique de la Corée du Nord en témoigne.⁴⁶

2- La mondialisation est une source de déséquilibre économique

La mondialisation des échanges a donc d'un côté, des effets positifs, et de l'autre côté elle engendre des déséquilibres économiques.

D'abord, **Paul Bairoch** pense que la crise économique est due, au moins en partie, au libre-échange⁴⁷

Ensuite, Si **Maurice Allais** déclarait dans le Figaro du 19/11/1996, prix Nobel d'économie 1988 : « *La cause majeure du chômage que l'on constate aujourd'hui est la libéralisation mondiale des échanges, (...) associée au « dumping monétaire » d'un grand nombre de pays par suite de la sous-évaluation de leurs monnaies* ». Pour M. Allais, le libre-échange mondialiste engendre le chômage, l'accroissement des inégalités, la destruction du tissu industriel, l'abaissement des niveaux de vie.

Face à cela, **Paul Krugman**, prix Nobel d'économie 2008, a défendu la mondialisation, en disant qu'elle jouait un rôle marginal dans l'évolution des inégalités de revenu ou de chômage des pays industrialisés : pour les USA, le commerce extérieur ne représente que 10% du PIB et les échanges commerciaux avec d'autres pays industrialisés, dont les proportions de facteurs sont proches, sont beaucoup plus importants que les échanges avec les pays du Sud. De plus, dans le modèle de commerce international de Krugman-Helpman, les échanges de produits différenciés entre pays industrialisés avec économies d'échelle n'auraient que des effets favorables en termes de bien-être et de revenu réel, les ajustements en termes de salaires ou d'emplois seraient faibles. ⁴⁸

Enfin, **J. Bhagwati** qui a théorisé la croissance appauvrissant stipule que la croissance économique est susceptible de mener à la diminution du prix mondial du produit exporté

⁴⁵ Flemming Larsen, Directeur du Bureau européen du fonds monétaire international, *le point de vue du FMI*, Le figaro, 1^{ER} janvier 2001

⁴⁶ Jean-Yves et Loïc verdier, *La mondialisation économique*, édition OCDE, p.88

⁴⁷ Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, p. 69

⁴⁸ Paul Krugman, *La mondialisation n'est pas coupable*, 1995

entraînant une détérioration si forte des termes de l'échange ce qui traduit par la diminution de la recette d'exportation tandis que les besoins d'importation augmentent.⁴⁹

Chapitre 2- APPROCHES EMPIRIQUES

Les bienfaits de la mondialisation varient selon la richesse des pays. Elle exerce de multiples impacts, en grande partie positifs, mais elle peut avoir aussi des impacts négatifs.

Section I- les impacts positifs de la mondialisation

A- Les pays développés

« La mondialisation a d'abord favorisé le développement des pays industrialisés »⁵⁰ . , les bénéfices des pays développés à la division du travail sont importants car ils exportent des produits manufacturés à un coût très élevé tandis qu'ils importent des matières premières à faible coût.

Les pays développés bénéficient de deux avantages principaux, le premier profite au consommateur et le deuxième profite au investisseur.

Étant donné que le pays spécialisé produit des biens à un coût unitaire plus faible. Pour le premier, la mondialisation lui permet de bénéficier d'une variété accrue de produits à moindre coût s'ils ont produit dans le pays même d'où l'augmentation du pouvoir d'achat pour acquérir d'autres biens. Pour le second, l'ouverture aux échanges accroît leurs productivités et il peut délocaliser pour avoir des rendements plus élevés grâce à des facteurs de productions avantageuses et l'augmentation de la taille du marché qui est favorable à la réduction des coûts de production et à la hausse de la demande extérieure. De plus, les investissements réalisés par les investisseurs améliorent l'image de marque de l'entreprise. En outre, elle permet d'améliorer la compétitivité des entreprises : la concurrence suscite la baisse des coûts de production

Et le prix de revient devient plus faible d'où l'accroissement de la compétitivité/prix des entreprises

Plusieurs analyses ont prouvé que les pays les plus ouverts ont enregistré le plus souvent une croissance plus rapide, ainsi que des revenus supérieurs selon des estimations de l'étude de l'OCDE sur la croissance. Une augmentation de l'ouverture commerciale de dix points de pourcentages traduit à terme par une augmentation du revenu par habitants de quatre

⁴⁹J.Baghwati, *immiserizing, a geometrical note*, 1958

⁵⁰ Jean-Yves et Loïc verdier, *La mondialisation économique*, édition OCDE

pourcent dans la zone OCDE ⁵¹ ; cela est dû à l'exploitation d'avantages concurrentiels et d'économie d'échelle.

De plus, il ouvre à leurs produits de nouveaux marchés, lorsque ces produits ne peuvent pas être entièrement consommés sur le marché intérieur

B- Pays émergents

Ces pays ont prouvé que la mondialisation est favorable à la croissance économique ; ils semblent les grands bénéficiaires dans ce sujet. « La mondialisation a favorisé le développement des pays émergents »⁵². Ils ont pu développer notamment grâce à leurs ouvertures : « Ces 20 dernières années, l'Inde, la Chine, mais aussi le Brésil, par exemple, ont connu de véritables *success stories* économiques, et sont très rapidement passés du statut de pays en développement à celui de pays émergents. Si leurs productions phares restent caractéristiques des pays en développement, leurs succès sont en grande partie dus à leur intégration croissante aux marchés internationaux ».⁵³, Dalila chenaf l'a précisé en affirmant : « Il est donc vrai que les pays émergents, essentiellement d'Asie et d'Asie orientale (FMI, 2008), ont connu des croissances rapides et que les performances macroéconomiques ont permis à des millions d'êtres humains de sortir de l'extrême pauvreté. »⁵⁴ Depuis une vingtaine d'année. En effet, leurs parts s'accroissent, à titre d'illustration « Entre 1980 et 2000, la part de la Chine dans la valeur ajoutée industrielle produite dans le monde est passée de 1.5 % à plus de 7 %. Et la tendance s'est accélérée ces dernières années. Entre 2000 et 2008, le pourcentage représenté par la Chine a doublé, passant à 15 %. En 2011, la Chine a ravi le titre d'« usine du monde », détenu jusque-là par les États-Unis. » Et « Ils ont affiché des taux de croissance significativement supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. La Chine a connu des taux supérieurs à 10 %, tandis que le Viêtnam, après un taux record de 8.7 % en 2007, connaît aujourd'hui des taux autour de 6 %. L'Inde, la Russie, ainsi que plusieurs autres pays d'Asie et certains pays d'Europe centrale, ont connu des taux de croissance supérieurs à 6 %. À la clé pour ces pays, un effet d'enrichissement national et l'accumulation d'importantes réserves financières. »⁵⁵

De plus, l'ouverture des frontières en incitant l'investissement étranger ouvre aussi ses voies vers le développement économique ; Bangladesh, Égypte, Indonésie, de l'Iran, du Nigeria, du Viêtnam, du Pakistan ou encore des Philippines ont connu une forte croissance

⁵¹ OCDE, *progresser le long de chaîne de valeur : rester compétitif dans l'économie mondiale*, édition OCDE, 2007, p.17

⁵² Jean-Yves et Loïc verdier, *la mondialisation économique*, édition OCDE, 2009, p .79

⁵³ ibid

⁵⁴ Dalila Chenaf, *les pays émergents : performance ou développement*, 4 mars 2014

⁵⁵ Jean-Yves et Loïc verdier, *la mondialisation économique*, édition OCDE, p .80

ces dernières années, en partie du fait de leur récent pouvoir d'attraction sur les entreprises des pays du Nord.⁵⁶

C- Pays en développement

Le problème fondamental dans les PED est le problème de ressource financière, la plupart des pays ne peuvent même pas couvrir les besoins fondamentaux de l'homme.⁵⁷ Ainsi l'insuffisance d'épargne, d'où pas d'investissement. La mondialisation grâce à L'IDE semble une source de financement de l'activité économique devant la persistance de l'insuffisance de l'épargne intérieur dans ce pays.

Pour les firmes locales, Selon Grossmann G. and Helpman E (1991) affirment que les PED peuvent accélérer leurs croissances à travers les FMN grâce au transfert de nouvelles connaissances soit s'effectue sous formes d'imitation, soit de formation des travailleurs qui iront tôt ou tard travailler dans ces entreprises locales . De ce fait, les firmes locales peuvent accroître ses productivités en imitant les technologies plus avancées et les pratiques managériales des entreprises étrangères. D'où la baisse des coûts d'adoption de la technologie. L'IDE permet donc le transfert de technologie (acquisition de biens d'équipement, de brevets, de licence) dans le PED, ce qui va accroître la production ce qui traduit la croissance économique.

- La diffusion de la technologie a eu des conséquences également très positives sur la santé. « La mortalité infantile a fortement baissé sur l'ensemble de la planète, et l'espérance de vie dans les pays en développement avoisine aujourd'hui 65 ans, ce qui représente néanmoins 10 ans de moins que dans les pays développés. Les taux d'alphabétisation ont augmenté de plus de 10 % depuis les années70. La baisse de l'illettrisme renforce en retour l'interconnexion des pays en développement avec le reste de l'économie mondiale. »⁵⁸

L'IDE permet l'installation des filiales dans le PED, cela permet la création d'emploi qui va engendrer à son tour la diminution des chômages, il y a donc répartition des salaires. Par conséquent, la demande augmente. Il y a donc la réduction de la pauvreté.

Pour les consommateurs, ils peuvent bénéficier des biens qu'on n'est pas en mesure de produire, face à l'accentuation de la concurrence engendrée par l'arrivée des FMN sur le marché locale, les entreprises locales sont obligées d'améliorer les qualités de leurs produits,

⁵⁶ Jean-Yves et Loïc verdier, *la mondialisation économique*, édition OCDE, p .84

⁵⁷ DEUBEL Philippe, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, 2008, éducation France, 466p

⁵⁸ Jean-Yves et Loïc verdier, *La mondialisation économique*, édition OCDE, p. 92

de renforcer leurs bases technologiques pour faire face à cette concurrence. De plus, on rencontre sur ce marché une diversification des produits. De plus, grâce à la concurrence, le prix sur le marché va diminuer, d'où amélioration du bien-être.

Soulignons que grâce à la mondialisation des échanges, les pays peuvent avoir des devises qui lui permettent d'acquérir d'autres biens produisant à l'extérieur. Si la production des entreprises nationales est insuffisante, les PED peuvent importer pour faire face au pénurie.

La mondialisation engendre la convergence de nombreuses pays pauvres ou pays à revenu intermédiaire, c'est-à-dire l'augmentation de PIB/habitant de ces pays est doublée que les pays de l'OCDE. « Selon le FMI, en 2010, le Pérou, le Nigeria et la Thaïlande, par exemple, ont connu des taux de croissance respectivement de 8.8 %, 8.4 % et 7.8 %. Les *Perspectives du développement mondial 2010* de l'OCDE ont identifié certains pays pouvant être qualifiés de « convergents » »⁵⁹

Selon Richard E. Caves⁶⁰, les investissements effectués par les FMN ont trois effets sur les entreprises locales :

- Les FMN peuvent accroître l'efficacité allocutive en diminuant les distorsions monopolistiques.
- La présence de la firme entraîne une efficacité technique car elles transfèrent les techniques de gestion, du contrôle de qualité, ce qui va inciter les firmes locales à augmenter leurs efforts de gestion, et la concurrence les oblige à utiliser efficacement les ressources existantes

Les FMN doivent s'efforcer d'augmenter le taux de transfert et de diffusion de la technologie pour pouvoir conserver surtout le rendement important

Nous avons montré au-dessus que la mondialisation a engendré le développement de plusieurs pays. Maintenant nous allons voir les impacts négatifs de la mondialisation.

Section II- Les impacts négatifs de la mondialisation

A- Les facteurs d'instabilité

La mondialisation peut engendrer l'instabilité qui entraîne certaines fragilisations. Cette instabilité se présente de nombreuses façons⁶¹ :

⁵⁹ Jean-Yves et Loïc verdier, *La mondialisation économique*, édition OCDE, p. 82

⁶⁰ Richard E. Caves, *Multinational Firms, competition, and productivity in host country markets*, Economica, 1974

- « La dépendance à l'égard des matières premières » : Ce sont surtout les PED, ils n'ont que des matières premières à exporter et subissent des exigences des normes, comme exemple : des produits agricoles, des produits de l'extraction minière, pétrole,... Or ces produits sont à bas prix, et importer des produits finis aux coûts élevés.

« Ces pays doivent varier ses produits pour se prémunir contre chocs et d'assurer des sources de revenus plus stable »⁶²

- Les faiblesses des secteurs industriels : les Entreprises locales dans les pays en développement ouverts n'ont pas en général la taille pour faire face l'importance des FMN. Une fois les FMN décident d'investir dans les PED, elles dominent le marché puisqu'elle peut vendre des produits à hautes qualités et à faible coûts, ce qui empêche le développement des firmes locales. En outre, l'arrivée d'un nouveau concurrent peut déstabiliser les producteurs locaux car Installation d'une filiale peut accentuer de la concurrence qui induit de la perte des parts de marché par le producteur local.

- L'exploitation des PED par les FMN ne permet pas le développement : certaines FMN qui abusent de leur position dominante dans un pays pour ne pas respecter le droit du travail (aussi bien le droit local que le droit du travail de leur pays d'origine), ou se délocalisent pour éviter les contraintes environnementales, exploiter les ressources naturelles voire les épuiser...

B- La persistance des inégalités

La mondialisation peut engendrer des inégalités. Selon Pierre-Noël Giraud⁶³, il existe trois types d'inégalité :

- Les inégalités internes à chaque pays
- Les inégalités entre les pays
- L'inégalité mondiale

1- Les inégalités internes à chaque pays

Pour Pierre-Noël Giraud, les avantages de la mondialisation vont de pair avec les inégalités interne de chaque pays si l'OCDE affirme que:« une inégalité sociale apparait pendant que la globalisation entraine une augmentation de production, dont les fruits semblent n'être que récoltés que par un pourcentage de plus en plus restreint de la population. »⁶⁴Par

⁶¹ Jean-Yves et Loïc verdier, *La mondialisation économique*, édition OCDE, p 88

⁶²ibid

⁶³ Pierre-Noël Giraud, *Economiste Français*

⁶⁴ OCDE, *la société créative de XXIème siècle*, OCDE, 2001, p.131

exemple : inégalité au niveau de province chinoises et parmi les Chinois, mais « depuis 2005, les inégalités de revenus semblent s'être quelque peu modérées, et ont même reculé dans certaines régions chinoises et En Inde, le contraste est frappant entre la *shining India* de Bangalore... À l'intérieur d'un même pays, les gagnants et les perdants de la mondialisation se croisent »⁶⁵. Et même au niveau des autres pays développés, les inégalités internes existent à partir de la fin des années 70 comme exemple aux Etats-Unis, Grande Bretagne et Australie selon les études de Forster et Pellizzari sur l'ensemble des pays de l'OCDE, et cette tendance touche la plupart des autres pays à partir de la fin des années 80. Selon la vision dominante, les causes de ces inégalités sont surtout l'augmentation des inégalités salariales au sein des pays à marché du travail flexible et du chômage dans les autres et le progrès technique biaisé en défaveur du travail non qualifié.

Dans la plupart des pays, les causes de l'inégalité est notamment due à la croissance plus rapide des hauts revenus et que les inégalités des revenus marchands ont augmenté et que ce sont les transferts qui expliquent les résultats plus différenciés que l'on constate au niveau des revenus disponibles. Chen et Wang (Chen et Wang, 2001) a précisé que : croissance rapide et réduction de la pauvreté absolue sont allées de pair avec la croissance des inégalités, tant dans les campagnes que dans les villes.

Les études menées par l'Organisation internationale du travail (OIT) en 2008 ont prouvé qu'entre 1990 et 2005, les inégalités de revenus ont augmenté dans la plupart des pays. C'est vrai dans la plupart des pays développés que nous avons avancé au-dessus mais pour l'OIT, C'est notamment « du fait de la désindustrialisation progressive qu'ils ont connue. Les travailleurs les moins qualifiés, plus nombreux que les autres, ont vu leur salaire moyen s'amenuiser. »

2- Les inégalités entre les pays

Au cours des 20 dernières années, si certains pays ont pu profiter la mondialisation et ont connu une croissance forte, pour les autres pays, ils sont ancrés dans une extrême pauvreté. Comme exemple : Dans les pays de l'OCDE le PIB/habitant est, de 30335\$ par an, trois fois plus élevés que la moyenne mondiale (10103 \$) et 22 fois supérieur aux ressources des trois les moins développé (1356). Alors, le niveau de vie moyenne en Afrique subsaharienne est cinq fois inférieur à la moyenne mondiale avec 2094 \$/ habitant et par an. La plupart des pays les plus pauvres se trouve sur ce continent⁶⁶ ; « En Asie du Sud, le nombre de pauvres a augmenté malgré les forts taux de croissance de nombreux pays de cette

⁶⁵ Jean-Yves et Loïc verdier, la mondialisation économique, édition OCDE, p. 90

⁶⁶ www.inégalité.fr

région. L'Inde a vu leur nombre bondir de 36 millions sur la même période. Cela dit, en proportion de la population totale, la pauvreté y a baissé tout de même, passant de 58 % à 42 %. Cela dit, si des millions d'Indiens sont désormais passés au-dessus du seuil de 1.25 dollar par jour, les trois quarts d'entre eux restent sous la barre des 2 dollars quotidiens.

Quant à l'Afrique subsaharienne, elle affiche toujours un grand retard de développement. Le taux de pauvreté extrême affecte environ 50 % de la population depuis 30 ans, et deux tiers des personnes les plus pauvres du globe résident en Afrique. Il n'en a pas été toujours ainsi. En 1970, l'Afrique abritait 11 % des pauvres de la planète, contre 76 % en Asie. Le rapport s'est totalement inversé en moins de 30 ans. Certaines zones de la planète se sont appauvries. En 2011, le pays le plus pauvre était comparativement plus pauvre que le pays le plus pauvre en 1980. Une grande partie de l'humanité continue de vivre avec moins de 1 dollar par jour. »⁶⁷

3- L'inégalité mondiale

Selon Pierre-Noël Giraud, l'inégalité mondiale résulte des inégalités internes de chaque pays, et l'inégalité entre les pays.

Selon Bourguignon et Mourrisson⁶⁸, l'inégalité mondiale a la tendance à accroître entre 1820 et 1910, en 1910 à 1950, elle stagne en raison d'une forte réduction des inégalités internes. Elle commence à croître en 1950 mais à un rythme moindre car les inégalités entre les pays croissent moins vite qu'entre 1820 et 1910.

Ainsi, on remarque que lorsque les inégalités entre les pays s'accroissent, les inégalités interne du pays l'est aussi, d'où l'accroissement d'inégalité mondiale aussi.

⁶⁷ Jean-Yves et Loïc verdier, *La mondialisation économique*, édition OCDE, p. 88

⁶⁸ Bourguignon et Mourrisson, *Inequality among world Citizens*, pp. 727- 744

Figure 1 : Les inégalités depuis 1820 selon Bouguignon et Morrisson



Source : Antonio Ocampo José et Martin Juan, « Mondialisation et développement : un regard de l'Amérique latine et des Caraïbes, éditeurs : institut des hautes Etudes de l'Amérique latine et autres, Santiago du chili, Avril 2005, p. 123

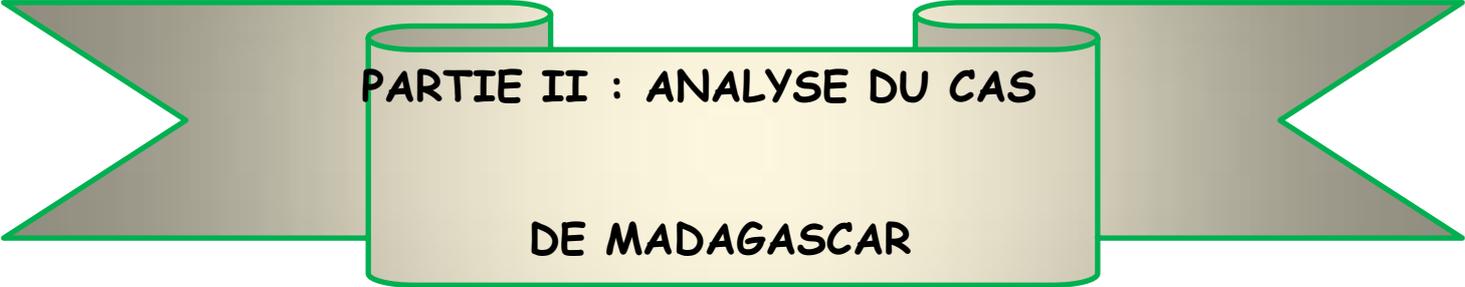
Milanovic a avancé les chiffres d'inégalité mondiale. En effet, la conclusion de l'article de Milanovic⁶⁹ :

- « Les 1% les plus riches ont un revenu égal à celui des 57% les plus pauvres. En d'autres termes, moins de 50 millions de riches reçoivent autant que 2,7 milliards de pauvres.»

- « Le rapport entre les revenus moyens des 5% les plus riches et des 5% les plus pauvres a cru de 78 à 114 entre 1988 et 1993. »

Nous avons vu que Chaque auteurs à sa manière de définir la mondialisation ou la globalisation mais le point commun c'est qu'elle concerne le monde. Elle se caractérise de la par l'internationalisation, la transnationalisation et la globalisation. Concernant la mondialisation des échanges, depuis 1960, on assiste à une expansion du commerce international.

⁶⁹Milanovic, Ancien premier ministre de Croatie

A decorative banner with a central rectangular box containing text. The banner is light brown with a green outline. The central box is a darker shade of brown with a green outline. The text is in black, uppercase letters.

**PARTIE II : ANALYSE DU CAS
DE MADAGASCAR**

Chapitre I : LA RELATION ENTRE LA MONDIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

Section I- La relation de Madagascar avec l'extérieur

Madagascar a toujours eu de relation avec l'Extérieur quel que soit les politiques adoptées. Cette relation a un impact positif sur la croissance économique voire au développement.

A- Historique de la politique d'ouverture de Madagascar

Le règne de Radama Ier a marqué le début de la relation de Madagascar avec l'extérieur. Durant la colonisation, les relations commerciales se faisaient surtout avec la France jusqu'à l'indépendance en 1960.⁷⁰ Mais, de 1960 à 1972, la relation de Madagascar avec l'extérieur reste encore limitée même si elle s'est engagée dans une politique libérale. Dans les années 70 surtout depuis 1973, l'économie malgache est fermée. Madagascar a choisi une stratégie autocentrée en limitant les importations et en taxant les exportations⁷¹ ; les dirigeants de la première république s'efforcent de développer les industries par substitution aux importations. « L'idée de base est de remplacer les biens précédemment importés par des biens produits localement. On attend de cette stratégie qu'elle diminue la dépendance des pays sous-développés envers les importations de produits finis »⁷² . De 1979 à 1981, Madagascar a adopté une politique d'investissement à outrance, « les restrictions sur les importations ont été relâchées pour permettre notamment des importations de biens d'équipements, financées en grande partie par l'endettement extérieur. »⁷³ Dans les années 80, la dette est devenue insoutenable, ce qui conduit au gouvernement à adopter le PAS (Programme d'Ajustement Structurel) proposé par les bailleurs du fonds et à pousser le pays dans l'ère du libéralisme et « l'ouverture à l'international était de nouveau mise. »⁷⁴ . De 1991 à 2002, l'ouverture de Madagascar avec l'extérieur semblent restreinte même si le pays s'est lancé dans une libéralisation de l'économie en vue de son ouverture au monde. . En 2002, l'arrivée du nouveau président au pouvoir a mis Madagascar dans une situation de plus en plus ouverte ; « le Président a parcouru la planète pour nouer de nouveaux partenariat commerciaux [...] Des relations commerciales avec l'Asie, l'Australie et les Etats-Unis sont

⁷⁰ibid

⁷¹Razafindrakoto Mireille, *les enjeux théoriques de la libéralisation des échanges*, juillet 1996, p. 28

⁷²Jean Marc Fontaine, *Mécanismes et politiques de développement économique*, éditions CUJAS, p.73

⁷³ibid

⁷⁴www. Tananews.com

établies et l'économie malgache reprend du poil de la bête. »⁷⁵Après, Madagascar s'ouvre de plus en plus ; «le degré d'ouverture commerciale est passé de 45% dans les années 90 à pratiquement 80% pendant la période 2005à 2008. Cette ouverture correspond à une politique volontariste de l'Etat malgache, marquée par une réforme des tarifs et la quasi-élimination des barrières non tarifaires ainsi qu'à l'adhésion à des traités commerciaux internationaux et sous régionaux (SADC, COMESA, AGOA).»⁷⁶

En 2009, quand il y a eu de la crise, La résultat de « l'étude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC » soutiennent que «l'économie malgache se trouve encore à mi-chemin de l'ouverture vers les marchés extérieurs.»⁷⁷

Et Selon l'examen des politiques commerciales, rapport de Madagascar en 2015 « en matière du commerce international, Madagascar s'efforcera de s'ouvrir davantage sur l'extérieur. »

Le degré d'ouverture de Madagascar

Le degré d'ouverture commerciale est mesuré par la somme des exportations et des importations dans le revenu national. De 2000à 2006, Madagascar s'ouvre davantage aux autre continent sauf Océanie que ses pays voisines ou le continent Afrique .L'Europe est le premier continent auquel Madagascar s'entretient beaucoup des relations commerciaux, après l'Asie, dans la troisième place l'Amérique et en fin l'Afrique.

Tableau3 : Degré d'ouverture de l'économie malgache aux différents marchés extérieurs

⁷⁵KetakandrianaRakotoson, *Madagascar à la croisée des chemins, Essai sur la géopolitique d'un paystourmenté*, mai 2012,p.10

⁷⁶ Banque mondiale, *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux de développement*, juin 2013 , p.23

⁷⁷ RAHELIZATOVO Noro, *étude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, Octobre 2009 , p.26

Année	Monde**	Afrique	Amériques	Asie	Europe	Océanie	EU	SADC	COMESA	COI
2000	0,47	0,05	0,06	0,15	0,18	0,00	0,18	0,03	0,03	0,03
2001	0,41	0,07	0,06	0,12	0,15	0,00	0,15	0,03	0,03	0,04
2002	0,29	0,04	0,04	0,09	0,12	0,00	0,12	0,02	0,02	0,02
2003	0,42	0,06	0,06	0,12	0,16	0,00	0,16	0,04	0,03	0,03
2004	0,63	0,08	0,12	0,20	0,21	0,00	0,21	0,05	0,05	0,04
2005	0,51	0,08	0,05	0,20	0,17	0,00	0,17	0,05	0,05	0,05
2006	0,50	0,06	0,05	0,19	0,19	0,00	0,18	0,04	0,03	0,03
Moyenne Période	0,47	0,06	0,06	0,16	0,17	0,00	0,17	0,04	0,04	0,04

* Le degré d'ouverture de l'économie est obtenu en déterminant le pourcentage de la valeur totale de l'échange commercial rapporté à la valeur du PIB.

** La rubrique «Monde» se réfère à «Afrique + Amériques + Asie + Europe + Océanie»

SOURCE : RAHELIZATOVO Noro, *Cahier de Recherches en Analyses Economiques* N° 13/2009, , Octobre 2009, p.37

B- Le commerce extérieur

1- Les exportations



L'Evolution des exportations

D'après le tableau 4 la France est le premier pays destinataire des produits malgaches suivis des Etats-Unis. En 2008-2011, les exportations malgache vers la France chutent de même pour les autres pays : les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume unis, l'Espagne, l'Inde, l'Italie, l'île Maurice, Singapour, et le reste du monde. Cela est dû à la crise politique de 2009, et il sera sans doute difficile de retrouver le rythme de croissance atteint en 2008. En 2009-2010, les chiffres liés aux exportations vers les Etats-Unis sont en baisse à cause de la suspension de l'AGOA, ...

Enfin, en 2009 et 2010, avant une chute pendant le premier trimestre 2011, il y a une augmentation impressionnante des exportations malgaches vers la chine, En un mot, la crise a fait reculer aussi bien les importations que les exportations, mais Madagascar importe toujours plus qu'il n'exporte, ce qui est un certain signe de sous-développement.

Tableau 4 : Evolution de l'exportation effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux partenaires

Année	2008	2009	2010	2011*
Pays	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
France	1 239 656 106 837	674 292 948 942	704 325 375 238	189 771 295 565
Etats-Unis	624 093 748 155	383 501 913 947	92 381 463 445	15 417 413 327
Allemagne	185 381 201 316	136 733 164 778	163 777 627 398	14 922 878 388
Chine	89 541 926 220	103 208 097 112	117 637 169 390	30 597 340 917
Italie	69 213 215 434	54 610 213 205	64 161 978 959	7 485 223 322
Royaume-Uni	53 582 325 736	68 571 678 930	73 326 991 532	8 134 278 293
Espagne	52 179 453 850	46 013 181 690	64 525 040 361	3 714 327 333
Inde	18 130 066 316	40 750 851 014	95 676 197 698	32 368 159 113
Maurice, île	30 979 565 348	37 815 432 547	46 795 968 647	4 909 023 110
Singapour	39 094 386 412	46 937 235 392	38 345 329 955	17 291 435 755
Reste du Monde	556 767 057 737	709 150 512 706	860 131 654 942	175 575 353 625
Total	2 958 619 053 361	2 301 585 230 263	2 321 084 797 565	500 186 728 748

Exportation de produits effectué par Madagascar vers les 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance de la valeur FOB au cours des années 2008, 2009, 2010, 2011 (premier trimestre), selon INSTAT.

http://www.Instat.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=63&Itemid=96

SOURCE : Ketakandriana Rakotoson, Madagascar à la croisée des chemins, Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté, mai 2012, p.10

Les structures des exportations

A Madagascar, Selon la graphie ci-dessous, la divers articles manufacturés, la nourriture et animaux vivants occupent une place importante dans les exportations, puis les matériaux bruts, non comestibles sauf des carburants, les minéraux combustibles, lubrifiants et matières apparentées, les produits manufacturés classifiés principalement par le matériel

En 1995 à 2000, et de 2003 à 2006, on observe une baisse de la part des produits de l'alimentation en valeur à l'exportation, 60,5% en 1995 contre 31,8% en 2000, et de 44,5% en 2003 à 32,6% en 2006. Le groupe de l'alimentation relève essentiellement des produits des différentes filières du secteur primaire. L'énergie et des biens d'équipement ont une part relativement faible dans les exportations qui nécessitent un niveau élevé de transformation. Il est à remarquer que la part des biens de consommation ou des divers articles manufacturés est en net rétablissement au cours de ces quatre dernières années, en passant de 22,6% en 2002 à

40,6% en 2006. Les divers articles manufacturés ont connu une progression aussi bien en valeur qu'en volume sauf en 2001 et 2006. Ce qui peut se traduire par une promotion des biens ayant subi une transformation avant exportation.

D'ailleurs, la vanille est un des produits qui dominent les exportations malgaches : « La vanille est toujours l'un des produits phares de Madagascar. »⁷⁸

Tableau 5 : structure de la valeur FOB(en USD) des exportations par groupe de produit

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	60,5%	53,4%	45,3%	42,0%	40,7%	31,8%	44,5%	59,5%	49,0%	37,7%	29,2%	32,6%
Boissons et tabac	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,2%	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	9,3%	9,6%	10,6%	7,2%	5,6%	5,1%	4,5%	5,8%	4,2%	5,1%	10,3%	7,5%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	3,9%	4,2%	2,4%	3,1%	1,3%	5,0%	10,6%	4,4%	4,1%	3,8%	5,1%	8,0%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	1,8%	2,4%	1,5%	1,4%	1,9%	1,5%	1,3%	1,5%	1,1%	0,9%	1,6%	1,5%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	5,4%	6,0%	15,2%	9,2%	11,6%	13,1%	3,1%	4,6%	3,1%	3,8%	6,3%	7,0%
Machines et équipement de transport	1,9%	1,8%	2,2%	5,1%	3,0%	1,5%	1,5%	2,0%	10,9%	2,8%	3,8%	2,5%
Divers Articles manufacturés	16,8%	22,2%	22,4%	31,6%	35,6%	41,7%	34,3%	22,2%	27,6%	45,7%	43,6%	40,6%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : INSTAT

Source : Dr Jean Razafindravonona, Et al. , l'Etude sur les échanges entre la Chine et Madagascar, janvier 2008, p.26

2-Les importations

✚ L'évolution des importations

D'après le tableau 1, concernant l'importation, la Chine est le premier pays auprès de laquelle les Malgaches s'approvisionnent la plupart des marchandises, le tableau montre

⁷⁸Perspectives économiques en Afrique 2005-2006
www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines, 340p

l'importance du volume de transaction avec la Chine en 2008. Cependant, il semble que la crise politique et économique a baissé les importations venant de tous les presque pays du monde.

De 2008 à 2011, les valeurs des importations ne cessent de diminuer.

Tableau 6 : évolution de l'importation effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux partenaires

Année	2008	2009	2010	2011*
Pays	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF
Chine	1 373 713 386 309	694 761 706 780	645 958 603 849	151 717 388 041
France	576 397 294 800	598 851 568 980	709 748 800 060	177 447 998 373
Bahrein	518 898 185 464	214 881 493 297	291 043 277 995	31 988 013 155
Afrique du Sud	396 768 513 498	277 390 448 291	410 556 145 772	101 200 985 755
Thaïlande	121 978 217 328	1 131 234 608 835	95 382 222 487	12 427 041 420
Maurice, Île	145 004 589 111	287 518 307 703	277 442 409 326	74 705 369 226
Etats-Unis	326 271 088 232	211 069 585 524	306 031 046 243	39 585 354 175
Inde	308 794 496 305	243 493 527 681	125 131 205 337	45 361 651 764
Belgique	101 804 575 116	389 222 283 858	201 285 805 101	42 390 480 307
Allemagne	274 062 665 588	136 265 190 028	119 326 299 378	22 048 511 491
Reste du Monde	2 384 371 618 538	1 999 959 053 339	2 115 940 313 096	706 276 970 999
Total	6 528 064 630 289	6 184 647 774 316	5 297 846 128 644	1 405 149 764 706

Importation de produits effectué par Madagascar auprès des 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance de la valeur CAF au cours des années 2008, 2009, 2010, 2011 (premier trimestre), selon INSTAT.

http://www.Instat.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=63&Itemid=96

SOURCE : Ketakandriana Rakotoson, Madagascar à la croisée des chemins, Essaie sur la géopolitique d'un pays tourmenté, mai 2012, p.11

Les structures des importations

A l'importation, la part en valeur des produits manufacturés classifiés principalement par le matériel occupe la première place qui représente 29,6 % en 2006, suivis ensuite des machines et équipement de transport(19, 2 %) puis de minéraux combustibles, lubrifiants, et matières apparentées(18,8%), de la nourriture et animaux vivants(11,4%), des produits chimiques et produits connexes(8,6%), de divers articles manufacturés(7,7%), d'huiles animales et végétales, graisses et cires(2,8%), des matériaux brutes, non combustibles, excepté des carburants(1,4%), des boissons et tabac(0,3%), des produits et transactions non classifiés ailleurs(0,1%)

Tableau 7: Structure de la valeur FOB (en USA) des importations par groupe des produits.

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	10,9%	9,9%	7,9%	9,0%	9,4%	9,1%	10,8%	10,9%	12,9%	10,2%	12,7%	11,4%
Boissons et tabac	0,4%	0,4%	0,5%	0,4%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,5%	0,3%	0,2%	0,3%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	1,8%	1,3%	1,2%	1,0%	0,6%	0,5%	0,9%	0,4%	0,6%	0,9%	0,5%	1,4%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	12,3%	17,3%	15,8%	13,9%	17,1%	22,8%	22,6%	34,3%	16,0%	13,5%	15,7%	18,8%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	3,1%	2,8%	3,9%	2,6%	2,2%	3,8%	3,0%	4,6%	4,9%	4,3%	2,5%	2,8%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	11,2%	10,1%	10,5%	10,0%	9,3%	8,0%	9,4%	12,2%	8,5%	6,9%	7,3%	8,6%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	27,7%	24,1%	26,4%	27,6%	28,9%	29,8%	21,8%	13,6%	29,3%	30,0%	30,1%	29,6%
Machines et équipement de transport	26,1%	27,0%	26,8%	27,1%	24,3%	18,7%	23,2%	17,3%	18,8%	27,0%	24,4%	19,2%
Divers Articles manufacturés	6,5%	7,1%	6,9%	8,3%	7,6%	6,9%	7,6%	5,9%	8,5%	6,9%	6,5%	7,7%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Dr Jean RAZAFINDRAVONONA, Et al. , *l'Etude sur les échanges entre la Chine et Madagascar*, janvier 2008, p.30

C- Les Organisations internationales, régionales et les échanges de Madagascar avec eux

1. Les organisations internationales

Madagascar est devenu membre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 1995 qui remplace le GATT (General Agreement on Tarifs and Trade). « Madagascar est actuellement en phase de mise en œuvre de l'Accord sur la Facilitation des échanges de l'OMC institué durant la 9ème Conférence Ministérielle à Bali. Le niveau de Conformité de Madagascar par rapport aux normes édictées dans l'Accord a déjà été évalué et les étapes pour la mise en place du Comité National pour la Facilitation des Echanges ont déjà été entamées. »⁷⁹

2. Les organisations régionales

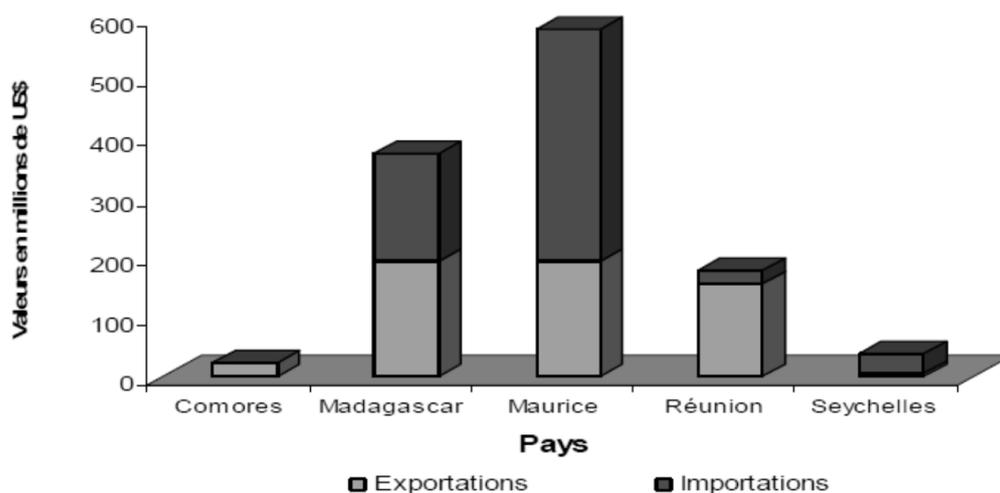
La commission de l'océan indien

Madagascar est membre de la COI en 1984 qui rassemble cinq îles tels que Comores, Maurice, Madagascar, La Réunion, et Seychelles. « Elle a été créée en 1984 par l'accord général de coopération » et elle vise le développement des échanges commerciaux entre les pays membres, l'assurance de la paix à l'intérieur de la région et l'amélioration de niveau de vie. Ainsi, La coopération touche non seulement le domaine économique, commercial mais aussi le domaine diplomatique, culturel, social et technique.

L'Union Européenne a financé la 70% de son activité à travers le Fonds Européen de Développement.

Figure 2: Echanges commerciaux avec les pays membres de la COI (2000-2006)

⁷⁹L'examen des politiques commerciales, rapport de Madagascar en 2015, p.10



SOURCE : RAHELIZATOVO Noro, *Cahier de Recherches en Analyses Economiques* N° 13/2009, , Octobre 2009, p.15

Madagascar a des relations commerciales avec presque tous les pays membres de la COI. Mais l'essentiel des échanges de Madagascar se fait avec l'île Maurice qui représente 600 millions de US\$, puis avec la Réunion qui enregistre 200 millions de US\$ de l'échange. En effet, « les activités commerciales de la grande île avec l'île Maurice et celle de la Réunion sont les plus importantes »⁸⁰. Les échanges avec Seychelles et Comores sont relativement faible ; les importations constituent les échanges de Madagascar avec Seychelles tandis que les exportations sont vers le Comores.

Madagascar exporte surtout trois types des marchandises vers l'île Maurice, La Réunion à savoir des produits minéraux, des produits textiles et des produits d'origines animales tandis que les produits exportés au Comores sont des produits d'origines végétales, des produits pétroliers et des bois.

Quant aux importations, l'île Maurice fournit les deux tiers des marchandises importés par les pays membres de la COI. Elles sont surtout des produits textiles, des produits papeterie et des préparations alimentaires telles que le sel, les boissons⁸¹

COMESA

En 1995, Madagascar rejoint le marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) qui réunit 20 pays. Son but objectif est d'améliorer et d'élargir le processus d'intégration de ses membres en libéralisant les échanges, telle que l'élimination de toute les barrière tarifaires et non tarifaires au commerce et l'adoption d'un tarif extérieur

⁸⁰ RAHELIZATOVO Noro, *étude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, Octobre 2009, p.16

⁸¹ibid

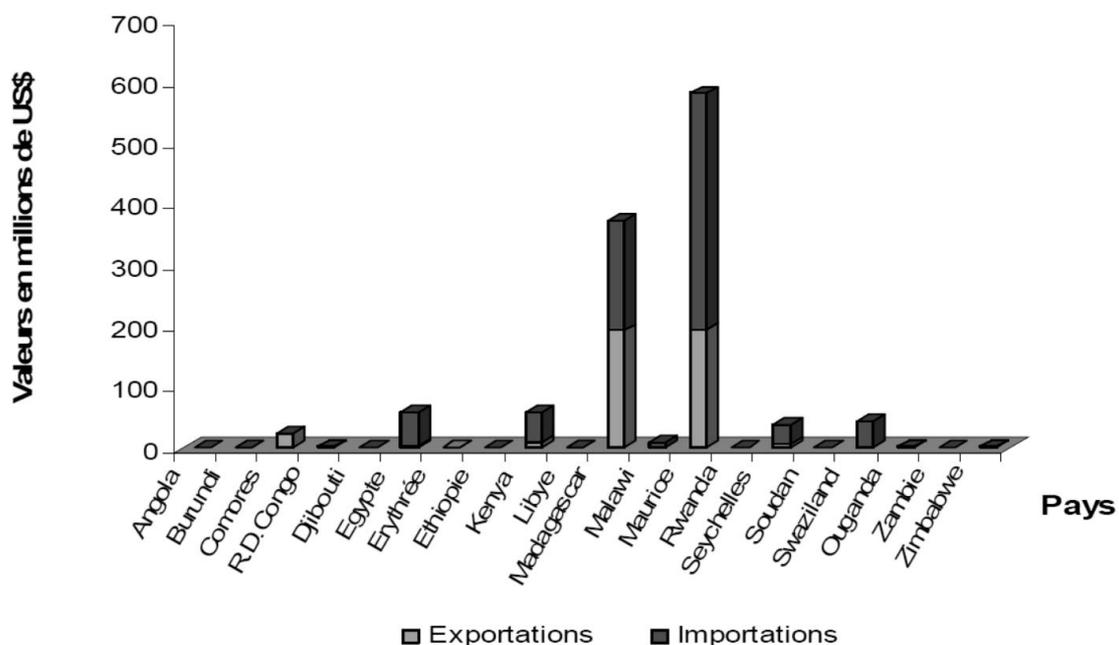
commun(TEC) , libre circulation des capitaux, des hommes, l'adoption d'un ensemble commun de normes et de réglementations techniques, de procédures de contrôle de qualité, ; l'harmonisation des taux d'imposition (notamment dans le domaine de la TVA et des droits d'accise) et l'établissement d'une union monétaire.⁸²

Au niveau du groupement du COMESA, « Madagascar et l'île Maurice restent les deux principaux fournisseurs de marchandise au sein de COMESA, approvisionnant le marché intérieur malgache. » et l'île Maurice est la première partenaire commerciale de Madagascar⁸³, et les échanges avec les autres pays membres restent encore faibles.

Concernant les produits exportés, ils sont pareils que ceux de la COI.

Pour les importations, les marchandises importées des pays membres du COMESA constituent notamment des produits textiles, des produits pétroliers, des préparations alimentaires et de la papeterie.⁸⁴

Figure 3 : Echanges commerciaux avec les pays membres du COMESA (2000-2006)



SOURCE : RAHELIZATOVO Noro, *Cahier de Recherches en Analyses Economiques* N° 13/2009, , Octobre 2009, p.17

 **SADC** Southern African Development Community ou (Communauté de Développement de l'Afrique Australe)

⁸²L'examen des politiques commerciales, rapport de Madagascar en 2015, p.36

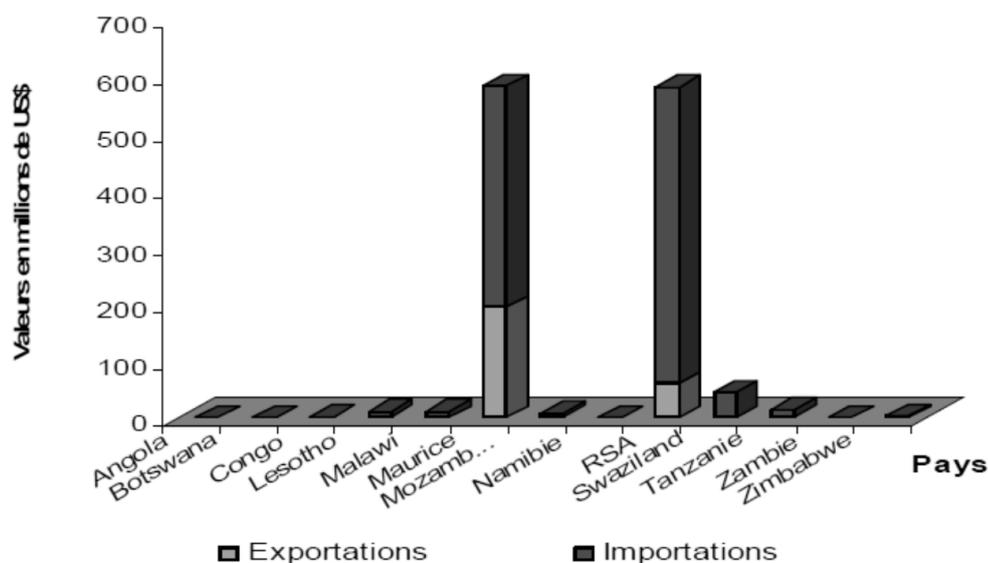
⁸³ RAHELIZATOVO Noro, *étude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, Octobre 2009, p.17

⁸⁴ibid

Madagascar est proclamé membre de la SADC en 2005, et en Août 2008, Madagascar a signé l'accord de son adhésion à la SADC⁸⁵, elle regroupe 15 pays membres et elle a pour objectif « l'autosuffisance collective et l'amélioration du niveau de vie de la population de la région à travers une utilisation harmonieuse et rationnelle des ressources disponibles. »⁸⁶ « En 2009, Madagascar a été suspendu des activités de cette organisation à cause de la crise politique, mais les échanges commerciaux entre les opérateurs ont continué, malgré un déficit chronique de la balance commerciale.»⁸⁷

«La SADC avait prévu de lancer son union douanière en 2010, ce qui implique l'établissement d'un tarif extérieur commun (TEC) et l'harmonisation des politiques commerciales de l'union douanière, ainsi que la gestion douanière. Elle prévoit également de devenir un marché commun en 2015 et une union monétaire en 2018. »⁸⁸

Figure 4 : Echanges commerciaux avec la SADC(2000-2006)



SOURCE : RAHELIZATOVO Noro, *Cahier de Recherches en Analyses Economiques* N° 13/2009, , Octobre 2009, p.18

⁸⁵ ibid,

⁸⁶ ibid, p.6

⁸⁷ *L'examen des politiques commerciales, rapport de Madagascar en 2015*, p. 37

⁸⁸ Saminirina ANDRIAMBELOSOA, Adamson RASOLOFO, *Exportations, croissance économique, intégration régionale*, juillet 2013, p.12

L'île Maurice reste le principal partenaire commercial de Madagascar suivis de la RSA, et les échanges effectués par Madagascar aux autres membres de la SADC reste faible, en général, il s'agit des importations.

Les produits exportés vers le pays de la SADC sont : les produits pétroliers et dérivés, les produits textiles, les autres produits tels que la vanille, poissons,...

En général, Madagascar importe des produits chimiques, des produits textiles (coton, tissu jean), des produits pétroliers et de la papeterie.⁸⁹

UA (Union Africaine)

Madagascar est parmi les pays fondateur de l'Union Africaine (UA), et sous la protection de l'UA qui est une organisation continentale regroupée 53 Etats Africain. A titre d'illustration, la délégation de l'UA est à Madagascar en janvier 2016, pour effectuer sa mission qui consiste à « évaluer la situation de la consolidation de la paix.»⁹⁰

Ce Traité prévoit aussi la création d'un marché commun africain.

Section II- La contribution de la mondialisation à la croissance économique voire au développement de Madagascar

A- L'évolution du taux de croissance économique

Madagascar a connu une évolution de taux de croissance irrégulière. De 1975 -1982, Madagascar a connu souvent une récession économique qui est marquée par un taux de croissance économique négatif. En effet, « l'investissement à outrance qui tendait à transformer la structure de l'économie par la mise en exergue de l'industrie au détriment des activités du secteur primaire, n'a pas aidé le tissu industriel à se développer et au contraire constitue une source de déséquilibre de l'économie en général (avec un ralentissement de la croissance à partir de 1979 et un taux de croissance négatif de -9.7% en 1981.) »⁹¹

En 1983 à 1990, le taux de croissance a tendance à accroître mais il est freiné par la crise de 1991 ; « [...] Cependant, la crise socio-politique de 1991 a encore sapé l'élan de

⁸⁹Ibid p.19

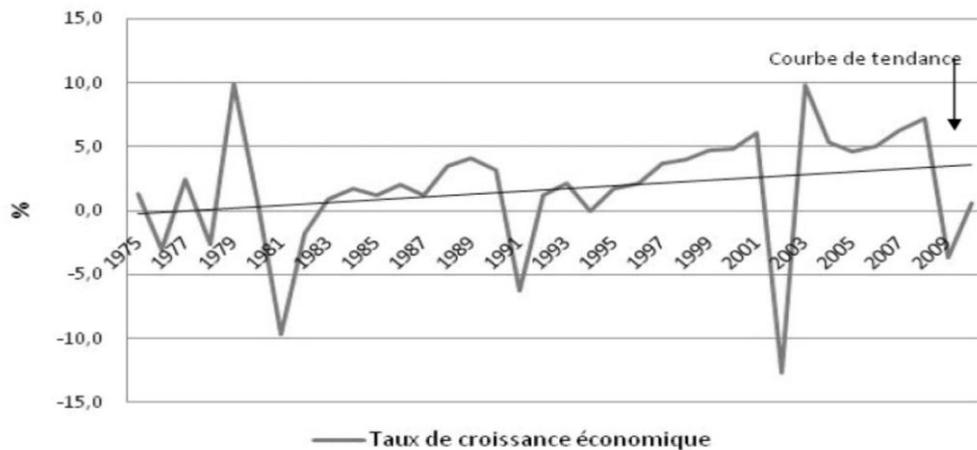
⁹⁰ Garry Fabrice Ranaivoson, Express de Madagascar, 7 janvier 2016

⁹¹ RASOLOFO AdamsonAndrianirina, *L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité*, Décembre 2013, février 2014, p. 10

croissance obtenu durant cette décennie d'ajustement structurel.»⁹²En 1993 à 2001, il y a une reprise économique et il revient à augmenter continuellement.

Après chaque récession économique, il y aura toujours une reprise. La reprise économique en 2010 (0.5%) et en 2011(2,0 %) n'arrive pas à pallier la chute de taux de croissance économique en 2009(-4.1 %) ⁹³.

Figure 5 : l'évolution de la croissance économique à Madagascar entre 1975 à 2009



Source : ANDRIAMBELOSOA S., RASOLO A. , l'Exportation, croissance économique et intégration régionale : La relation entre exportations et croissance économique à Madagascar, (juillet 2013)

A travers quels canaux la mondialisation a favorisé la croissance économique ?

La mondialisation a contribué à la croissance économique à travers l'amélioration de la productivité, et la multiplication des investissements qui est une source de financement de l'activité économique ; comme l'IDE qui permet la création de valeur ajoutée directe (production de l'entreprise étrangère), qui contribue à la croissance des revenus domestiques d'où l'augmentation du taux de croissance.

🚦 La multiplication des investissements

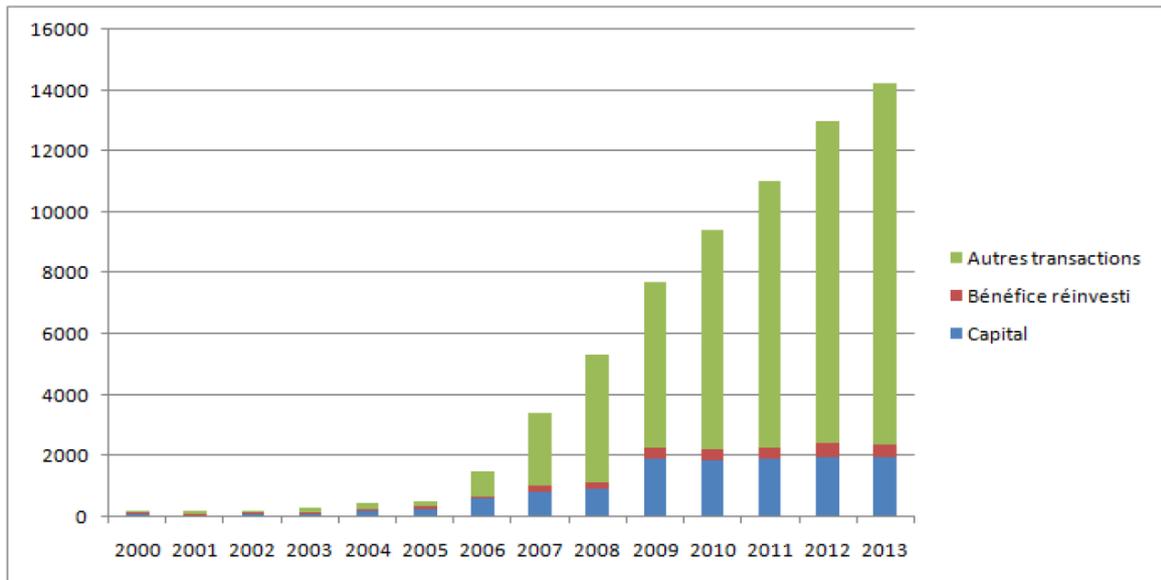
D'abord, l'ouverture de Madagascar induit une source de financement de l'activité économique qui permet de pallier l'insuffisance de l'épargne intérieur. En effet,

⁹²ibid

⁹³ Rapport définissant les conditions générales de la situation économique et financière 2010-2011, p. 6

l'investissement venant de l'étranger lui constitue une source de financement pour le problème de l'insuffisance des ressources financières à Madagascar. De plus, le développement des investissements permet la création d'emploi et l'amélioration de la balance commerciale.

Figure 6: Evolution des stocks des investissements directs étrangers à Madagascar



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

Source : Banque Central et INSTAT, l'Etudes sur les investissements Directs Etrangers à Madagascar, p.8

Avant 2006, il y a une faible pénétration d'IDE à Madagascar tandis qu'à partir de ce moment, il y a une forte expansion des IDE grâce à la mise en œuvre de deux grands projets miniers⁹⁴ ; le stock d'IDE venant des activités extractives est de 2089, 0 milliard d'ariary en 2007 contre 1079,5 milliard d'ariary pour les autres branches d'activités et en 2013, 9131,7 milliard d'ariary pour les activités extractives contre 5129, 7 milliard d'ariary pour les autres branches d'activités.

⁹⁴INSTAT, *Etudes sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar*, janvier 2015

Tableau 8 : Le stock d'IDE par branches d'activités de 2006 à 2013(milliards d'ariary)

<i>Branches d'activité</i>	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4	38,5	60,3
Pêche, pisciculture, aquaculture	17,0	22,5	41,3	76,0	83,3	125,0	127,1
Activités de fabrication	143,7	176,9	276,5	318,0	455,0	548,6	625,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4	6,5	34,7
Construction et BTP	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1	446,6	453,4
Commerce et réparation de véhicule	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6	239,3	265,9
Hôtels et restaurants	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5	254,5	257,4
Transports et auxiliaires de transport	8,4	11,2	22,1	25,0	28,7	58,7	88,7
Activités financières	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6	1 298,9	1 858,9
Immobilier, location et services aux entreprises	13,5	29,4	37,0	47,5	118,3	149,9	179,6
Distribution de produits pétroliers	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2	262,5	352,9
Télécommunication	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2	680,1	825,8
Autres branches			0,2	0,1	0,1	0,1	0,0
Total sans extractives	1 079,5	1 454,2	1 916,8	2 245,9	2 895,4	4 109,2	5 129,7
Activités extractives	2 089,0	3 729,9	5 799,8	7 159,8	8 150,2	8 900,7	9 131,7
Total	3 168,6	5 184,1	7 716,6	9 405,7	11 045,6	13 009,8	14 261,3

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Source : Banque Central et INSTAT, l'Etudes sur les investissements Directs Etrangers à Madagascar, p.16

L'investissement étranger génère de plus en plus de valeur ajoutée de 857,1milliard d'ariary en 2009 à 1057,8milliard d'ariary en 2012 mais il y a une baisse jusqu'à 929milliard d'ariary en 2013.

Tableau 9 : Chiffre d'affaires, VA générés par les entreprises à investissement étranger

Rubriques	Chiffre d'affaires (en milliards d'ariary)					Valeur ajoutée (en milliards d'ariary)				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Entreprise d'IPF	1,2	0,4	77,2	12,3	77,2	0,1	0	10,7	7,8	12,1
Entreprise d'IDE	3 441,0	3 748,0	3 620,0	3 980,0	4 522,8	857	939	957	1050,0	916,9
Dont Entreprises										
Affiliées	369	540	429	625,0	624,0	132	190	201	254,6	311,0
Filiales	2 520,0	2 680,0	2 600,0	2 749,5	3 440,0	523	556	538	562,3	484,0
Succursales	552	528	591	617,8	458,0	202	193	218	240,9	122,0
Ensemble	3 442,2	3 748,4	3 697,2	3 992,3	4 600,0	857,1	939	968	1057,8	929,0

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

Source : Banque Central et INSTAT, l'Etudes sur les investissements Directs Etrangers à Madagascar, p.21

L'amélioration de la productivité

Les firmes étrangères sont plus efficaces que les firmes locales, elles sont plus productives que ces derniers d'où la croissance. La production des entreprises des zones franches a augmenté de 20% annuellement de 1997 à 2001.⁹⁵ De plus, «l'éligibilité de Madagascar à l'AGOA en 2000, a renforcé la dynamique de contribution substantielle des entreprises franches à la croissance économique du pays, avec une part de leur valeur ajoutée dans le PIB qui ne cesse de croître d'une manière plus significative à partir de cette année. »⁹⁶

Après la crise 2009, la productivité des entreprises étrangères a diminué. Après, elle tend à évoluer ; elle est passée de 0,7 millions d'ariary en 2010 à 15,6 millions d'ariary en 2012 pour l'entreprise d'IPF qui a affiché 63,4% de valeur ajoutée en 2012 tandis que 16,5 millions d'ariary en 2010 contre 15 millions d'ariary en 2012 pour l'entreprise d'IDE qui enregistre 26,4% de valeur ajoutée et puis la performance est en baisse.

Tableau 10 : taux de valeur ajoutée, productivité apparente des investissements étrangers

⁹⁵ Perspectives économiques en Afrique 2005-2006, p.340

⁹⁶ RASOLOFO ADAMSON Andrianirina, l'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : identification d'une relation de long terme et de causalité, P. 20

	<i>Taux de valeur ajoutée (en %)</i>						<i>Productivité apparente (En millions d'ariary)</i>					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Entreprise d'IPF	27,9	6,7	6,7	13,9	63,4	15,7	3	0,6	0,7	10,1	15,6	9,5
Entreprise d'IDE	28,6	24,9	25,1	26,4	26,4	20,3	17,8	14,3	15	15,9	16,5	14,4
Dont Entreprises Affiliés	28,5	35,8	35,2	46,9	40,7	49,8	7,8	9,5	8,3	18,8	24,2	26,5
Filiales	28,6	20,8	20,7	20,7	20,5	14,1	24,5	16,3	20,1	14,6	14,4	12,4
Succursales	28,5	36,6	36,6	36,9	39,0	26,6	8,4	14,4	15,9	17,2	16,3	9,4

Source : Enquête IDE/IPF 2014. BCM/INSTAT.

Source : Banque Central et INSTAT, l'Etudes sur les investissements Directs Etrangers à Madagascar, p.20

Il y a trois types d'entreprises : -

🚦 Une Entreprise affiliée est une entreprise dans laquelle l'investisseur direct et ses filiales contrôlent 50% au plus et 10% au moins des actions avec des droits de vote ou possèdent un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

🚦 Une filiale est une entreprise dotée de la personnalité morale dont l'investisseur contrôle directement ou indirectement plus de 50% des droits de votes des actionnaires ou a le droit de désigner ou de révoquer une majorité des membres du conseil d'administration, du directoire ou du conseil de surveillance.

🚦 Une succursale est une entreprise filiale à 100% appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Il est nécessaire de souligner qu'il s'agit des IPF (Investissements de portefeuille) si la firme détenu une part inférieure à 10% des actifs de l'entreprise. Les IPF correspondent à des achats de titre privés ou publics pour se procurer des bénéfices de ces placements sans intention d'acquérir un intérêt durable.

De plus, les filiales implantées à l'étranger apporteraient des technologies qui ont des effets positifs sur les entreprises locales qui peuvent devenir plus productives en imitant les technologies et les pratiques managériales des entreprises étrangères ou dues au transfert des connaissances.

Et les entreprises locales ont obligé d'améliorer la qualité de leurs produits pour faire face à la concurrence.

En fin, Blomstrom et Kokko(1998) avancent que la rotation et la mobilité du travail permettent aux employés locaux qui quittent les firmes étrangères de faire bénéficier de leurs expériences les entreprises locales.

Les impacts positifs des échanges

La différence entre les pays est le principal fondement de l'échange. Les échanges ont favorisé l'accès à un marché plus large qui permet une meilleure performance grâce à la concurrence interne qui engendre une baisse de prix local, qui favorise à son tour la hausse de demande interne.

Les échanges permettent une meilleure productivité aussi grâce à l'accès de nouvelle technologie à la concurrence. Ils favorisent aussi la diversité des produits disponibles pour les consommateurs qui permettent l'amélioration du bien-être. Ils permettent aussi l'entrée des devises.

B- La réduction de la pauvreté

D'abord, La mondialisation et surtout la délocalisation des FMN à Madagascar permettent la création de l'emploi, ce qui va permettre la répartition du salaire et la diminution des chômages d'où la baisse de la pauvreté.

D'après le tableau, l'effectif des emplois générés par l'investissement étrangers s'accroît de 60200 en 2009 à 65140 en 2013.

Tableau 11: Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger

Rubriques	Chiffre d'affaires (en milliards d'ariary)					Valeur ajoutée (en milliards d'ariary)					Emploi (Effectif)				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Entreprise d'IPF	1,2	0,4	77,2	12,3	77,2	0,1	0	10,7	7,8	12,1	143	36	1 056	500	1 276
Entreprise d'IDE	3 441,0	3 748,0	3 620,0	3 980,0	4 522,8	857	939	957	1 050,0	916,9	60 057	62 707	60 104	63 800	63 864
Dont Entreprises															
Affiliées	369	540	429	625,0	624,0	132	190	201	254,6	311,0	13 910	22 907	10 700	10 500	11 735
Filiales	2 520,0	2 680,0	2 600,0	2 749,5	3 440,0	523	556	538	562,3	484,0	32 095	27 693	36 754	39 000	39 102
Succursales	552	528	591	617,8	458,0	202	193	218	240,9	122,0	14 052	12 107	12 650	14 800	13 027
Ensemble	3 442,2	3 748,4	3 697,2	3 992,3	4 600,0	857,1	939	968	1 057,8	929,0	60 200	62 743	61 160	64 300	65 140

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

Source : Banque Central et INSTAT, l'Etudes sur les investissements Directs Etrangers à Madagascar, p.19

A titre d'illustration, la mise en place des zones franches offre beaucoup d'emploi, les salariés sont de 32490 en 1994 à 120000 en 2007 et à plus de 127000 en 2009⁹⁷ et les zones franches offrent la moitié des emplois dans le secteur secondaire.⁹⁸

Et grâce à la mondialisation, les produits sur les marchés sont diversifiés et avec la concurrence, le prix diminue et les entreprises s'efforcent d'offrir des produits de meilleure qualité ce qui induit à l'amélioration du bien-être.

De plus, il y a des produits qui nécessitent un niveau élevé de transformation. Pour accroître leur production, des investissements à haut coefficient en capital sont nécessaires. Ce qui n'est guère à la portée des investisseurs nationaux, d'où la nécessité de faire appel aux investisseurs étrangers.

Enfin, Grâce à l'internet et au moyens de communication, Madagascar a accès aux mêmes informations, aux mêmes savoirs que les pays du nord. La connaissance et l'information devient accessible à tous.

« L'intégration aux marchés mondiaux et l'intégration des marchés intérieurs, aujourd'hui fragmentés, sont des vecteurs particulièrement efficaces de croissance et de réduction de la pauvreté.»⁹⁹

⁹⁷ RASOLOFO ADAMSON Andrianirina, *l'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : identification d'une relation de long terme et de causalité*, P.21

⁹⁸ Perspectives économiques en Afrique 2005-2006
www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines, 340p

Chapitre II- LES PROBLEMES DE MADAGASCAR ET LES REFORMES NECESSAIRES DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION

Section I- Les problèmes de Madagascar dans le contexte de la mondialisation

A- Les problèmes à l'intérieur du pays

1- Les principaux handicaps de Madagascar

Selon l'enquête effectuée par la banque centrale et l'INSTAT, « le facteur à caractère conjoncturel tel que « l'instabilité politique » représente le premier blocage sur le développement des entreprises à investissements directs étrangers ; la plupart, 44% (28% de l'ensemble) des entrepreneurs a précisé ce constat. Aussi, le facteur à caractère administratif comme la fiscalité (20% de l'ensemble des entrepreneurs), constitue un grand handicap pour les investisseurs étrangers. Suivi par l'état dégradé des « infrastructures de transport » et par la difficulté à l'« accès au financement » ; respectivement 12% et 11% de l'ensemble. »

Tableau 12: Les principaux handicaps de Madagascar

Rubriques (en %)	1 ^{er} Handicap		2 ^{ème} Handicap		3 ^{ème} Handicap		Ensemble	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Coût de la main d'œuvre	5	3	11	2	4	3	7	3
Caractéristiques du marché	4	5	27	4	5	4	11	4
Fiscalité	16	28	5	20	19	13	13	20
Accès au financement	6	6	4	18	9	10	6	11
Droit des affaires	0	4	4	6	9	18	4	9
Infrastructure de transport	2	6	3	14	19	18	8	12
Infrastructure de télécommunication	2	2	23	4	5	8	9	4
Stabilité politique	62	4	0	24	13	15	27	28
Coûts des matières premières	2	1	14	7	9	5	8	4
Disponibilité des fournisseurs locaux	1	0	10	3	8	8	6	4
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

Source : Banque Central et INSTAT, l'Etudes sur les investissements Directs Etrangers à Madagascar, p.23

⁹⁹ Tiré dans Madagascar : cadre intégré étude diagnostique sur l'intégration du commerce , 19 juin 2003, 11pg

Le taux de croissance était de 0,6% en 2010, pour une inflation de 11,9% et 228.000 emplois perdus depuis 2009.¹⁰⁰

2- Le non compétitivité des entreprises locales

Les entreprises malgaches sont victimes de la mondialisation à cause de la concurrence; parce qu'elles sont moins productives que leurs concurrents étrangers qui vend à moindre coûts ses produits. De plus, les entreprises locales n'ont pas de la taille à affronter les concurrences.

Les entreprises industrielles restent concentrées autour de trois branches : l'industrie alimentaire, l'industrie du bois, et enfin, l'industrie textile. Le problème c'est « que les exportations textiles malgaches font maintenant face à la concurrence des produits asiatiques. »¹⁰¹ De plus, le secteur textile a le plus souffert comme lors de la crise 2009 avec la suspension de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) qui est un accès préférentiel vers le marché américain pour les pays Africains conditionné sur la bonne gouvernance, et de l'accord multifibres. Ce qui met en évidence la dépendance.

B- Les problèmes au niveau du commerce extérieur

1- Le déficit chronique de la balance commerciale

En matière du commerce international, Madagascar souffre toujours d'un déficit chronique qui est un fait ancien¹⁰².

En 1973 à 1985, Madagascar a affiché une diminution incessante de ses exportations¹⁰³ et ses importations à cause de la fermeture de l'économie malgache en adoptant de la stratégie autocentrée qui limite les importations et taxe les exportations. Dans les années 90 jusqu'à 2003, l'écart entre les exportations et les importations est faible; Et à partir de l'année 2003, on remarque une intensification des échanges, Madagascar a enregistré un important déficit de la balance commerciale ; « en 2003, en termes de DTS, les productions se sont accrues de 52,8% et les importations ont augmenté de 51,3% en raison principalement des achats des biens équipements et des matières premières. »¹⁰⁴

Depuis 2003, le déficit commercial ne cesse d'accroître jusqu'à 2008 sauf entre 2005 et 2006 et puis, il diminue progressivement.

¹⁰⁰ Source : Jeune Afrique -<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2550p084-085.xml/0/>

¹⁰¹ Perspectives économiques en Afrique 2005-2006 www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines

¹⁰² Donque G., *Madagascar : Revue de géographie*, 1966, p. 153-225

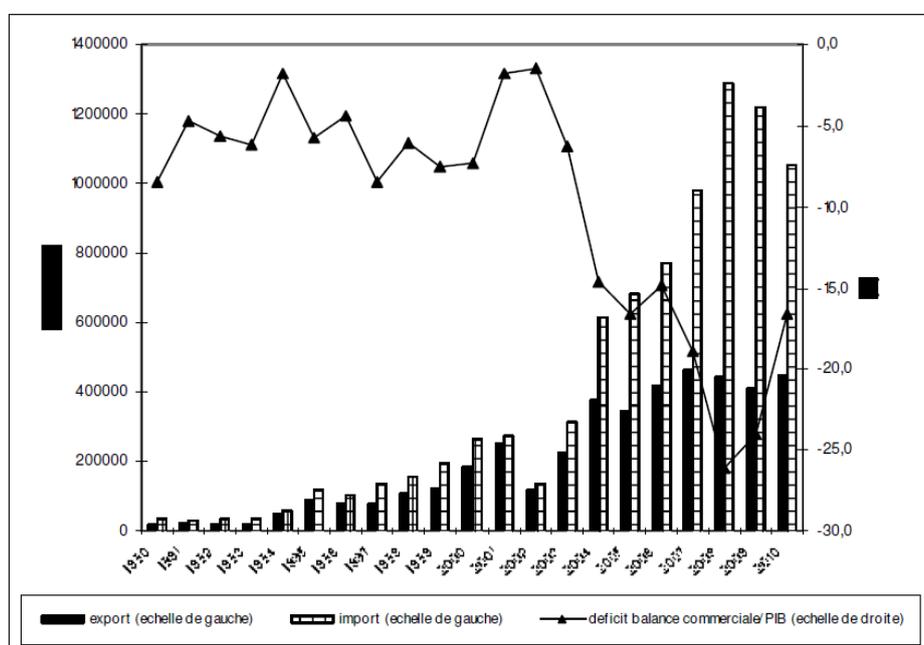
¹⁰³ Saminirina ANDRIAMBELOSOA et Adamson RASOLO, *Exportation, croissance économique et intégration régionale : la relation entre exportations et croissance économique à Madagascar*, édition juillet 2013, pg9

¹⁰⁴ Vola Marielle Rajaonarison, politique fiscale et investissemùent : le cas de Madagascar

En plus, la productivité est faible qui n'arrive pas à subvenir les besoins du peuple qui est illustrée par l'offre limitée de la nourriture de base des Malgaches (riz) sur le marché local . A titre d'illustration «La valeur des importations atteint 1532,8 millions DTS en 2011 contre 1406,8 millions DTS en l'an passé. Cela s'expliquait par une importante importation de riz à hauteur de 68, 5 millions DTS contre 35,1 millions DTS l'année précédente, un effet induite de la poursuite de l'approvisionnement du Tsena Mora.»¹⁰⁵

« La balance commerciale a accusé un déficit de 249 millions USD au cours du premier semestre. Réduction des importations totales (4.7% en valeur nominale USD) accompagnée par la hausse des exportations totales (+4%) » .¹⁰⁶

Figure 7 : Evolution des exportations, importations et déficit commercial de Madagascar



Source : ANDRIAMBELOSOA S., RASOLO A., l'Exportation, croissance économique et intégration régionale : La relation entre exportations et croissance économique à Madagascar, (juillet 2013),

2-La dépendance de la production de quelques produits primaires

La situation économique de Madagascar a toujours été dépendante de la production de quelques produits primaires et de leurs prix sur les marchés internationaux.¹⁰⁷ Tels que vanille, café et girofle,...Or le coût de ces produits sont instable sur le marché

¹⁰⁵ Rapport définissant les conditions générales de la situation économique et financière 2010-2011, p. 4

¹⁰⁶ Madagascar-Evolution Economique, juillet 2014 ; par la Banque Mondiale

¹⁰⁷ ibid

internationale parfois leurs prix s'effondrent. A titre d'illustration, « en 2001, les exportations de vanille et de café représentaient 27 pour cent des recettes d'exportation. Si cette chute des recettes de la vanille devait se maintenir pendant toute l'année 2005, Madagascar subirait d'importantes pertes de devises étrangères, d'autant plus graves que les recettes d'exportations provenant d'autres produits agricoles, tels que le girofle, ont baissé continuellement depuis le milieu des années 80. »

Le commerce extérieur est peu diversifié quasiment dominé par l'exportation des matières premières à moindre coût et importation des produits finis à couts élevés.

Section II- Les réformes nécessaires

A- La redéfinition du rôle de l'Etat

M. Alassane. D Ouattara¹⁰⁸ , BONGOU BAZIKA Jean-christophe et NACIRI Abdelali Bensaghir, Reforme le rôle de l'Etat est une nécessité pour accélérer la croissance économique en Afrique puisque« l'État est la seule institution qui détient le pouvoir de réguler les activités économiques et sociales, d'impulser le développement agricole et industriel, de protéger les producteurs nationaux face à la concurrence inégale venue de l'extérieur, de créer les infrastructures nécessaires au bon fonctionnement , des entreprises. »¹⁰⁹

Le rôle de l'Etat est alors de gérer cette concurrence et d'éviter des situations d'abus de position dominante. L'Etat doit donc protéger les producteurs nationaux contre les concurrents étrangers comme les producteurs chinois qui vendent à moindre coût.

L'Etat doit également favoriser le développement des industries naissantes en stimulant le capital national et en les aidant à être compétitive sur le marché mondial car « l'industrialisation est un impératif pour le développement des économies, Croire que celles-ci pourraient se développer en produisant et exportant seulement des matières premières est une grave illusion»¹¹⁰.

Madagascar dispose d'une Main d'œuvre disponible, « Plus de 300.000 jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, »¹¹¹ pour tirer avantage de cette main d'œuvre ,le rôle essentiel du gouvernement est de créer un environnement des affaires favorables et un climat qui encourage les investissements qui engendre la création d'emploi ; il faut rétablir la

¹⁰⁸M.Alassane.D.Ouattara, Directeur général adjoint du FMI, octobre 1998

¹⁰⁹ BONGOU BAZIKA Jean- Christophe, NACIRI Abdelali Bensaghir, *Repenser les économies africaines pour le développement*, Codeseria, 2010, p. 3

¹¹⁰ BONGOU BAZIKA Jean- Christophe, NACIRI Abdelali Bensaghir, *Repenser les économies africaines pour le développement*, Codeseria, 2010, p. 6

¹¹¹ Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux de développement, Banque mondiale, juin 2013, p. 24

confiance des investisseurs, par des actions comme la stabilisation du cadre légal réglementaire, qui n'exigent pas des ressources financières massives, mais plutôt une volonté politique de réduire les conflits d'intérêts et de promouvoir la concurrence dans plusieurs secteurs stratégiques du pays.

En plus, l'Etat doit charger des infrastructures économiques et sociales satisfaisante car « Au niveau structurel, l'économie malgache continue d'être pénalisée par les lenteurs bureaucratiques et la faiblesse des infrastructures. Tous ces éléments contribuent à ralentir l'activité économique. »¹¹² Il faut éliminer les contraintes imposées au développement du secteur privé. Enfin, au niveau des entreprises, il faut promouvoir le développement des affaires notamment pour les PME, les ME, et les entreprises artisanales : la création de nouvelle PME, ME, entreprises artisanales, ainsi que l'expansion des entreprises existantes sont favorisés la croissance en raison de leur capacité de créer de l'emploi, d'augmenter les exportations, et de générer des revenus. L'Etat doit les assister en fournissant un soutien technique et financier au développement de l'efficacité des politiques de promotion des investissements et des organisations concernées.

A Madagascar, « En 2006, seule 9.3% de la population en âge de travailler avait atteint l'enseignement secondaire. »¹¹³ Ainsi pour M. Alassane D. Ouattara, « les pays doivent attacher une plus grande importance à la composition des dépenses en vue de favoriser les secteurs générateurs de croissance comme l'éducation, la santé et l'infrastructure de base ... » puisque le capital humain joue un rôle déterminant dans la croissance économique car il est un créateur des richesses par leur connaissance, leurs capacités de production d'où l'Etat doit prendre en compte ce facteur en consacrant plus de dépense à leurs formations.

B- Les reformes au niveau des échanges malgaches

1- Le développement des secteurs agricoles

Le développement de l'agriculture est primordial. L'agriculture emploie près de 90% de la population qui génère une faible productivité 26% du PIB¹¹⁴ et ne parvient pas à répondre les besoins locaux d'où la nécessité d'importation. Ce qui va augmenter le déficit de la balance commerciale. Il faut donc agir en utilisant ses potentiels (main d'œuvre, terre fertile ...) pour qu'elle devienne un moteur de la croissance économique.

¹¹²Perspectives économiques en Afrique 2005-2006, 340p

¹¹³ibid

¹¹⁴Tiré dans Madagascar : pour un dialogue sur un enjeu de développement, Banque mondiale, juin 2013, p.4

Pour mieux saisir les réformes nécessaires, nous allons voir les raisons qui expliquent cette faiblesse, selon la banque mondiale: Le secteur agricole malgache est aujourd'hui caractérisé par l'utilisation des techniques traditionnelles en raison de connaissance insuffisante des producteurs en matière de technologies améliorées. De plus, la disponibilité est limitée et les intrants sont coûteux, exemple : engrais, il y a également le manque d'infrastructure de production, à titre d'illustration : irrigation, le faible capital humain : les travailleurs agricoles souffrent d'une diminution de leur capacité physique, d'un manque de compétences, la faible utilisation de crédit pour la production et le niveau d'éducation des mains d'œuvres agricoles à Madagascar est faible.

Ces caractéristiques s'expliquent par une faible productivité et une sous performance des marchés agricoles : « seul 40% du produit brut des exploitations est commercialisé, et moins de 25% des ménages ruraux retire un revenu monétaire de la vente des produits agricoles.»¹¹⁵

Les Reformes nécessaires

Pour assurer la contribution positive des produits agricoles à la balance commerciale à travers l'exportation, l'augmentation des productivités, il est nécessaire de la mise en place des politiques de formation des mains d'œuvres agricoles en leurs apprenant une technique moderne, rapide comme l'utilisation des tracteurs, engrais chimiques pour améliorer la productivité mais avant tout il faut inciter la main d'œuvre d'abandonner les techniques traditionnelles

Les investissements en infrastructure augmentent la productivité comme l'irrigation, l'infrastructure de transport et de communication,... Et il faut faciliter l'accès des agriculteurs aux crédits, moderniser ce secteur et diversifier les cultures et mettre fin d'une agriculture de subsistance

2- La diversification des exportations et amélioration de l'ouverture de Madagascar

La promotion des exportations permet la création de l'emploi qui engendre à son tour l'augmentation du pouvoir d'achat et de consommation locale conduisant ainsi à un élargissement intérieur et une croissance soutenue.

Madagascar doit s'intégrer largement au niveau du marché mondial et faire des efforts pour être compétitive. Il faut également construire des infrastructures de communication pour augmenter la taille du marché local et assurer l'efficacité des industries locales. « En tant qu'île longtemps fermée sur elle-même et éloignée des marchés d'exportation et de certaines

¹¹⁵ Banque mondiale, *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux de développement*, juin 2013, p. 49

sources d'approvisionnement, Madagascar doit faire plus d'efforts que d'autres pays pour s'ouvrir pleinement aux échanges internationaux et être compétitive. La faiblesse des infrastructures de communication fait des différentes régions de Madagascar, des îles virtuelles réduisant la taille du marché intérieur et l'efficacité des industries locales. »¹¹⁶

Si les industries locales sont efficaces et développées, cela engendre logiquement l'augmentation et la diversification des exportations.

Une diversification des exportations malgaches vers les marchés régionaux et internationaux est une condition essentielle pour que Madagascar puisse profiter pleinement des accords d'intégration régionale ; elle implique de fait l'amélioration des capacités d'exportation des secteurs hors ZFI.¹¹⁷

Le déficit chronique de la balance commerciale de Madagascar a largement montré que les échanges Malgache sont orientés vers les importations (les schémas ci-dessous le montre). Selon la banque mondiale, « Une piste majeure pour une expansion économique réussie, telle qu'illustrée au Chili, à l'Ile Maurice ou en Ouganda, réside dans une politique de croissance tournée vers l'exportation. » Donc il faut adopter des politiques qui permettent de tournée l'échange malgache vers l'exportation.

Toutefois, « les entreprises malgaches ne peuvent espérer conquérir des marchés régionaux ou internationaux qu'après avoir acquis l'expérience d'une concurrence sur le marché intérieur. Il est particulièrement important que Madagascar puisse créer les conditions nécessaires pour tirer le meilleur parti des accords commerciaux, qui pourrait occasionner par ailleurs des coûts à titre d'exemple, perte de recettes d'importation et détournement d'échange au profit de pays partenaires dont les produits ne sont pas compétitifs sur le marché mondial »¹¹⁸

C- L'exploitation des points forts

Madagascar dispose une abondance de terre fertile, de ressource en eau, et de climat favorable. Il faut donc exploiter ces potentialités pour améliorer la productivité et pour que l'agriculture devienne une source de croissance.

Selon la banque mondiale, à Madagascar, Plus de 300.000 jeunes arrivent chaque année sur le marché de travail. En 2009, plus de 9 millions de personnes sont jeunes¹¹⁹ il faut aussi profiter cette situation pour qu'il ait une croissance soutenue à travers de la mise en

¹¹⁶ Tiré dans Madagascar : *cadre intégré étude diagnostique sur l'intégration du commerce*, 19 juin 2003, 11pg

¹¹⁷ Tiré dans Madagascar : *cadre intégré étude diagnostique sur l'intégration du commerce*, 19 juin 2003, 12pg

¹¹⁸ Ibid

¹¹⁹ Source : state of the world's children 2011- UNICEF

place des politiques de formation. Et puis, on peut inciter les investissements étrangers à travers ces nombreux Mains d'œuvres à bon marché. L'expérience des NPI l'illustre.

Après la fermeture de nombreuses entreprises textiles implantées à Madagascar lors de la crise politique de 2002 qui engendre la baisse des exportations. Il doit agir sur d'autres facteurs comme la main d'œuvre, ainsi « Selon le bureau international du travail (BIT), le coût de la main d'œuvre à Madagascar est environ moitié moindre qu'en Chine » et même s'il y avait l'incitation des zones franches dès 1990, « les zones franches restent marginales en dehors d'Antananarivo et comptent pour une infime partie (environ un pour cent) de l'emploi total à Madagascar.»¹²⁰ Ainsi, il faut les promouvoir et les répandre dans tous les provinces et les régions pour que tout le monde bénéficie des bienfaits offertes par leurs implantations (emplois) d'où la croissance.

¹²⁰Perspectives économiques en Afrique 2005-2006 www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines ,342P

CONCLUSION

La mondialisation désigne le processus d'ouverture de toutes les économies nationales sur un marché devenu planétaire. Il existe trois processus qui la caractérisent à savoir l'internationalisation des échanges, la Transnationalisation et la globalisation

Dès la 20^{ème} siècle, l'échange et le marché ne se limitent au niveau local mais s'étend à une échelle mondiale. Les échanges non seulement des biens mais aussi des services connaissent une évolution croissante jusqu'à la fin de 2008 et puis, ils s'améliorent. Cette expansion est favorisée par la création des organisations internationales et régionales, la libéralisation des échanges, le développement des moyens de transport, de télécommunication, la délocalisation de l'activité à travers des FMN qui sont des grandes firmes qui implantent des filiales un peu partout dans le monde. Cette installation est due surtout de la baisse des coûts. Certains Théoriciens comme Adam Smith, David Ricardo, Hecksher, Ohlin, Samuelson ont avancé qu'en matière de l'échange, un pays a intérêt à se spécialiser dans la production d'un produit.

En réalité, c'est une des raisons de l'existence des OMC est l'instauration du libre-échange, pourtant selon Joseph STIGLITZ, les pays développés pratiquent encore des protectionnismes en forçant les PED à ouvrir leurs marchés. On remarque également que si d'autres ont connu une intégration croissante, d'autres restent à l'écart à savoir les PED, notamment les PMA sont marginalisés et subissent les dominations des pays riches tandis que les NPI bénéficient d'énormes profits et se développent dans le contexte de la mondialisation.

A ce sujet, La mondialisation exerce de multiples impacts, en grande partie positifs : pour les pays développés, ce ne sont pas uniquement les investisseurs qui bénéficient les avantages de la mondialisation comme des coûts moindres, l'extension des débouchés mais aussi les consommateurs qui disposent de diversité des produits, ... Pour les Pays émergents et pour certains PED, elle a favorisé leurs croissances économiques. Cependant, elle peut avoir aussi des impacts négatifs : elle est considérée comme les causes des instabilités, et l'origine des inégalités, entre chaque pays, à l'interne de chaque pays, et au niveau mondial.

Pour Madagascar, sa balance commerciale est toujours déficitaire, cependant, la mondialisation apporte sa part dans la croissance économique malgache. De plus, Madagascar bénéficie d'une source de financement de l'activité économique face à l'insuffisance de l'épargne, de la création d'emploi et d'une réduction de la pauvreté.

En matière de sa relation commerciale, Madagascar se fait des échanges avec l'union Européenne surtout avec la France qui est un premier pays partenaires pour les exportations et les Etats-Unis pour les importations.

Les problèmes à Madagascar ce qu'il existe souvent des crises politiques qui a influencé les échanges et la croissance, les Entreprises locales sont non compétitive, et il existe encore de la dépendance des exportations des quelques produits primaires. Ainsi face à cela, l'Etat doit protéger les producteurs locaux et promouvoir l'investissement en améliorant les climats des affaires. Il faut développer aussi les secteurs agricoles et diversifier les produits et exploiter les points forts. Marchés exploités sont encore peu diversifiés.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- CARROUE L., COLLET D., RUIZ C, *La Mondialisation, genèse, acteurs et enjeux*, Bréal , 2005
- CAVES E. R., *Multinational firms, competition, and productivity in host country markets*. Economica, 1974
- DEUBEL P, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, éducation France, 2008
- FONTAINE Jean- Marc., *Mécanismes et politiques de développement économique*. Editions CUJAS, 1994
- JACOUD G.,TOURNIER E ,*Les grands auteurs de l'Economie*. Paris : Hatier, 1998
- HUGON P., *La Mondialisation : les mots et les choses*. Édition KARTHALA
- IZRAELEWICZ E , *Quand la Chine change le monde*. Editions Grasset et Fasquelle, 2005
- JEAN-CHRISOSTOPHE B., N., *Repenser les économies africaines pour le développement*. Codeseria, 2010
- MUCCHIELLI,*La mondialisation, chocs et mesure*. Paris : édition HACHETTE LIVRE , 2008
- DOLLFUS O., *La Mondialisation : les mots et les choses*. Édition KARTHALA, 1994
- REDOR D,*Les gagnants et les perdants de la mondialisation*. Paris : Edition Economica, 2007
- STIGLITZ J. (2003), *La grande désillusion*. Paris : édition fayard , 2002
- MBOUNGOU V., 21/10/2012, *Commerce international : Le poids insignifiant de l'Afrique*, Afrique expansion.com/2198
- CAPDEPUG. *Mondialisation, les aléas de la conscience contemporaine*, Blog histoire globale, 1997

RAPPORTS ET REVUES

- ANDRIAMBELOSOA S., RASOLO A..*Exportation, croissance économique et intégration régionale : La relation entre exportations et croissance économique à Madagascar*, juillet 2013

- Assistance scolaire personnalisé (jeudi 21 janvier 2016)
- DALILA C. *Les pays émergents : performance ou développement*, 4 mars 2014
- DESTAIS Christophe, *Une brève histoire des crises financières dans les pays émergents*. Magazine Problèmes économiques hors-série
- DONQUE G., *Madagascar : Revue de géographie*. p.153- 225
- JEAN -YVES, LOIC Verdier. *La mondialisation économique*. Edition OCDE
- LATTIMORE et al ;« *Le commerce mondial : état des lieux* », dans *Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?* Éditions OCDE, 2009
- BANQUE MONDIALE , *Madagascar : Evolution Economique*, Juillet 2014

- BANQUE MONDIALE *Madagascar : Pour un dialogue sur les enjeux de développement*, juin-13
- FRANCIS M ; MOREL L., *Le ralentissement du commerce mondial*.
Revue de la banque du Canada, Printemps 2015
- RAZAFINDRAKOTO M.,*Madagascar face à la globalisation des échanges : Une estimation de l'inclinaison à l'ouverture*, Août 1996
- OCDE, *Progresser le long de chaîne de valeur : Rester compétitif dans l'économie mondiale*. Edition OCDE, 2007
- OCDE , *La société créative de XXIème Siècle*. OCDE, 2001
- OCDE, HUGON, *Coalition Mondiale pour l'Afrique*, 1995
- RAHELIZATOVO N. *Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, octobre 2009
- Ministère des Finances et du budget, *Rapport annuel de la mise en œuvre janvier - décembre 2006*
- Ministère des Finances et du budget, *Rapport définissant les conditions générales de la situation économique et financière: 2011-2012*, 2011

SITE WEB

- Jeune Afrique -<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2550p084>
- [www.inégalité. Fr](http://www.inégalité.fr)
- www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	1
LISTE DES ABREVIATIONS	2
INTRODUCTION.....	5
PARTIE 1: CADRE THEORIQUE	8
DE L'ETUDE	8
Chapitre 1- LES DIFFERENTES APPROCHES THEORIQUES DE LA MONDIALISATION	9
Section I- Généralité.....	9
A- Définition.....	9
B- Caractéristiques de la mondialisation	9
• Le triple processus de la mondialisation des échanges	9
C- La mondialisation des échanges et les FMN	11
1- L'internationalisation des échanges : L'évolution des échanges	11
a- Les quantités des transactions et leur répartition géographique	11
b- Les structures des échanges.....	13
c- L'évolution des services dans les échanges.....	13
2-Les FMN (Firme multinationale)	14
a- Définition.....	14
b- Les motivations de l'implantation des filiales	15
c- Relationentre la FMN et le commerce mondial	16
Section 2- Approches théoriques.....	16
A- La mondialisation favorise la croissance.....	16
1-Les théories du commerce international	16
a- La théorie des avantages absolus d'Adam Smith	16
b- La théorie des avantages comparatifs de Ricardo.....	17
c- Le théorème Hecksher (1879-1952), Ohlin (1899-1979), Samuelson (1915-2009) (HOS).....	18
2- Autres théories.....	18
a- Le libre échange.....	19
b- Le protectionnisme	19
B- La mondialisation ne favorise pas la croissance.....	21
1- Marginalisation des PED surtout les PMA	21

2- Les dominations des pays riches	22
a- Domination au niveau de la production :	22
b- Domination au niveau du commerce	23
c- Domination au niveau de la consommation	23
C- La revue de la littérature : Lien entre la mondialisation et la croissance économique .	23
1- La mondialisation contribue à la croissance économique	23
2- La mondialisation est une source de déséquilibre économique.....	25
Chapitre 2- APPROCHES EMPIRIQUES	26
Section I- les impacts positifs de la mondialisation	26
A- Les pays développés	26
B- Pays émergents	27
C- Pays en développement	28
Section II- Les impacts négatifs de la mondialisation.....	29
A- Les facteurs d'instabilité.....	29
B- La persistance des inégalités	30
1- Les inégalités internes à chaque pays	30
2- Les inégalités entre les pays.....	31
3- L'inégalité mondiale.....	32
PARTIE II : ANALYSE DU CAS	34
DE MADAGASCAR.....	34
Chapitre I : LA RELATION ENTRE LA MONDIALISATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR.....	35
Section I- La relation de Madagascar avec l'extérieur.....	35
A- Historique de la politique d'ouverture de Madagascar.....	35
B- Le commerce extérieur	37
1- Les exportations.....	37
2- Les importations.....	39
C- Les Organisations internationales, régionales et les échanges de Madagascar avec eux	42
Section II- La contribution de la mondialisation à la croissance économique voire au développement de Madagascar.....	46
A- L'évolution du taux de croissance économique	46
B- La réduction de la pauvreté	52
Chapitre II- LES PROBLEMES DE MADAGASCAR ET LES REFORMES NECESSAIRES DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION	54

Section I- Les problèmes de Madagascar dans le contexte de la mondialisation	54
A- Les problèmes à l'intérieur du pays.....	54
1- Les principaux handicaps de Madagascar	54
2- Le non compétitivité des entreprises locales	55
B- Les problèmes au niveau du commerce extérieur	55
1- Le déficit chronique de la balance commerciale	55
2-La dépendance de la production de quelques produits primaires.....	56
Section II- Les réformes nécessaires	57
A- La redéfinition du rôle de l'Etat	57
B- Les reformes au niveau des échanges malgaches	58
1- Le développement des secteurs agricoles	58
2- La diversification des exportations et amélioration de l'ouverture de Madagascar	59
C- L'exploitation des points forts.....	60
CONCLUSION	62
TABLE DES MATIERES	66

Nom : ANDRIATSIHOARANTSOA

Prénom : Fanambina

Titre : Madagascar face à la mondialisation

Nombres de pages : 68

Tableaux : 9

Figures : 6

Contact : 0334102483

Adresse de l'Auteur : Lot IIE 44 HYZ Ambohidahy / Ankadidramamy

Résumé

La mondialisation est caractérisée par un triple processus ; elle passe par l'intensification des échanges, puis par des échanges massifs de capitaux et par des décloisonnements des territoires. Elle n'est pas sans conséquence, elle a des impacts à la fois positifs et négatifs. Pour les impacts positifs, elle profite aux producteurs et aux consommateurs et elle favorise la croissance économique cependant, elle favorise la domination des pays riches sur les pays pauvres.

Pour Madagascar, même si l'ouverture de Madagascar n'est pas encore optimale et les marchés exploités sont peu diversifiés, les impacts positifs de l'ouverture montre la contribution de la mondialisation à la croissance et aussi au développement économique de Madagascar.

Mots clés : la mondialisation, la transnationalisation, le décloisonnement

Encadreur : Docteur RAMIARISON Herinjatovo